



Rapport annuel 2010



## *Petits moyens, grands effets*

L'EPER est l'œuvre d'entraide des Eglises protestantes de Suisse. Elle s'engage en faveur d'un monde plus humain et plus juste. L'EPER fournit une aide à la survie et une aide d'urgence. Elle contribue à réduire les causes de la faim, de l'injustice et de la misère, en Suisse comme à l'étranger. La dignité de chaque être humain est au centre de son engagement en faveur des groupes de population les plus socialement défavorisés. La dignité est le fondement des droits humains universels et elle se manifeste aux chrétiens dans le message de l'amour du prochain de l'Evangile. Dans son travail, l'EPER recherche la proximité avec les personnes. Ses collaboratrices et ses collaborateurs entretiennent un dialogue avec les bénéficiaires, les organisations partenaires, les donateurs institutionnels et privés, les membres des Eglises cantonales réformées et le grand public. Les principaux critères d'un travail professionnel orienté sur les résultats sont : les compétences professionnelles des collaborateurs, la réalisation des objectifs des projets, l'impact réel ainsi que le contrôle du déroulement du projet et de son financement.

### **D'un point de vue thématique, l'EPER concentre ses activités sur les thèmes prioritaires suivants**

#### **A l'étranger**

- Développement et coopération, axés prioritairement sur le développement des communautés rurales ainsi que sur les contributions à la promotion de la paix et à la résolution de conflits
- Aide humanitaire
- Entraide des Eglises

#### **En Suisse**

- Intégration sociale des personnes socialement défavorisées
- Défense des droits des personnes socialement défavorisées

L'EPER soutient les personnes concernées en fonction de leurs ressources et de leurs besoins, et conçoit ses projets en collaboration avec elles.

L'EPER travaille uniquement avec des organisations partenaires locales. Des collaborateurs locaux sont recrutés pour les postes au sein des bureaux de coordination sur place. A titre exceptionnel, du personnel expatrié peut être envoyé à l'étranger.



<b>4</b>	Préface, Claude Ruey
<b>5</b>	La partie pour le tout, Ueli Locher
<b>6</b>	Ancrage ecclésial
<b>7</b>	Semaine d'intégration nationale 2010 - « Un pas vers l'autre »
<b>8</b>	Thème prioritaire : développer les communautés rurales
<b>10</b>	Thème prioritaire : promouvoir la paix
<b>12</b>	Thème prioritaire : fournir une aide humanitaire
<b>14</b>	Thème prioritaire : aider les Eglises
<b>16</b>	Survol des projets à l'étranger
<b>18</b>	Collaboration avec les œuvres ecclésiales
<b>19</b>	Une ingérence mal vue
<b>20</b>	Faire entendre sa voix
<b>22</b>	Thème prioritaire : défendre les droits des personnes socialement défavorisées
<b>24</b>	Thème prioritaire : intégrer les personnes socialement défavorisées
<b>26</b>	Survol des projets en Suisse
<b>28</b>	Mon œuvre d'entraide
<b>30</b>	Finances
<b>31</b>	Comptes annuels
<b>35</b>	Rapport de l'organe de vérification des comptes
<b>36</b>	Organes
<b>37</b>	Organigramme
<b>38</b>	Remerciements

## L'EPER reste l'EPER

**Olten, 19 janvier 2010 : tout le personnel de l'EPER, la direction au grand complet ainsi qu'une délégation du Conseil de fondation vivaient un moment doublement important et émouvant. C'était, quelques jours après le terrible tremblement de terre qui avait ravagé Haïti – un pays où l'EPER est engagée de longue date – l'occasion de se recueillir quelques instants et d'accompagner de nos encouragements Corinne Thévoz, la responsable du dossier Haïti, qui s'envolait le jour-même pour aller soutenir et coordonner nos équipes sur place.**



Claude Ruey  
président du Conseil de  
fondation

Et c'était également le moment de découvrir le projet « Mon œuvre d'entraide » et le lancement d'une vaste consultation démocratique afin de savoir quel nom devrait porter l'EPER à l'avenir.

Coïncidence de deux événements et actions en principe totalement indépendants l'un de l'autre, mais touchant tous deux à nos racines et à nos émotions, tout en reposant et l'un et l'autre sur une réflexion et un savoir-faire professionnel exigeants. C'est ce mélange d'émotion et de professionnalisme, de sensibilité et de rationalité qui nous caractérise à l'EPER. Qu'il s'agisse de secourir des victimes d'une catastrophe naturelle, comme à Haïti avec le tremblement de terre ou au Pakistan lors d'inondations catastrophiques, qu'il s'agisse de défendre les petits paysans des Philippines pour qu'ils obtiennent le droit à leur terre, qu'il s'agisse encore d'aider les paysans du Caucase ou de favoriser l'intégration en Suisse, nous agissons avec un formidable engagement, avec beaucoup de passion et beaucoup de professionnalisme. C'est notre vocation que de nous tenir aux côtés des plus faibles. Tout au long de l'année 2010, nous l'avons fait avec enthousiasme et engagement.

Cet engagement de tous les jours, nous le devons à l'ensemble de nos collaborateurs et à notre direction, qui accomplissent quotidiennement leurs missions avec sens des responsabilités et sensibilité. Mes remerciements et ceux du Conseil de fondation vont à eux tout d'abord.

Mais l'EPER n'existerait pas sans le cercle de ses amis et donateurs fidèles qui lui apportent un soutien moral et financier indispensable ; tout comme le font de nombreuses institutions publiques et privées. Eux aussi ont droit à nos remerciements.

Enfin, le Conseil de fondation a vu trois de ses membres le quitter en 2010. Il s'agit de Madame Sylvia Pfeiffer, déléguée par la FEPS, et du pasteur Dölf Weder, président de l'Eglise de St-Gall, qui nous ont apporté en particulier leurs connaissances théologiques et institutionnelles, ainsi que Roland Decorvet, qui nous a fait bénéficier de son expérience internationale et managériale. Que ces trois membres du Conseil soient remerciés pour tout ce qu'ils ont apporté à l'EPER comme soient remerciés mes autres collègues du Conseil de fondation restés fidèles au poste.

Enfin, je salue l'arrivée dans notre Conseil de deux nouveaux membres, le pasteur Martin Stingelin, président de l'Eglise de Bâle-Campagne, et le professeur Jacques-André Schneider, créateur de la Fondation Ethos, qui viendront sans nul doute enrichir nos séances.

Avec plus de dix mille réponses, la consultation concernant le nom de l'EPER a montré un attachement considérable à notre œuvre. Nous en sortons renforcés. L'EPER « Entraide Protestante Suisse » reste l'EPER « Entraide Protestante Suisse ». Mais le défi d'affronter l'avenir demeure : l'EPER continuera à changer et à s'adapter en permanence pour mieux rester fidèle à la mission qui lui a été donnée de servir « le plus petit de nos frères » (Matthieu 25). Et c'est là l'essentiel.

*Claude Ruey, président du Conseil de fondation*

## La partie pour le tout

**Une fois par an, le rapport annuel constitue l'occasion pour l'EPER de présenter ses activités durant l'année écoulée. Le défi consiste alors à sélectionner parmi la profusion d'informations celles qui sont les plus représentatives de son travail.**

Le meilleur moyen d'offrir un aperçu de l'action de l'EPER consiste à thématiser des événements majeurs correspondant aux thèmes prioritaires de la stratégie. Pour chaque domaine d'activité, nous sélectionnons un aspect ou un programme et présentons des chiffres-clés, de manière à en offrir une vue d'ensemble.



Ueli Locher,  
directeur

L'action de l'EPER en Suisse est présentée au travers de deux projets : « HEKS rollt » (location de bicyclettes et service de livraison par vélo), qui illustre l'engagement de l'EPER en faveur de l'intégration sociale, et le service « Chèques-emploi » (couverture d'assurance pour les employés de maison), qui atteste du travail de défense des personnes défavorisées. Le développement et la coopération sont mis en lumière par les exemples du village de Mirashkhani en Géorgie et du travail de promotion de la paix auprès des jeunes en Colombie. Le soutien aux Roms en Serbie présente l'entraide des Eglises sous un nouveau jour. Enfin, les pages consacrées à l'aide humanitaire se concentrent sur Haïti et le Pakistan, où l'EPER a apporté une aide d'urgence aux victimes du tremblement de terre et des inondations.

Un aspect transversal revêt une importance particulière pour l'EPER : il s'agit de son « plaidoyer » en faveur de l'amélioration des conditions-cadres pour les bénéficiaires. Malheureusement, les circonstances dans lesquelles l'EPER tente de réaliser cet engagement sont de plus en plus difficiles, en particulier à l'étranger.

Un chapitre du présent rapport est également consacré à la collaboration et aux liens étroits avec les Eglises et les paroisses. Les divers chiffres-clés attestent de l'intensité de ces liens. Cependant, les tensions apparues avec certaines Eglises en 2010 ne doivent pas non plus être occultées. Sont également présentés l'échange et la coordination avec les autres œuvres ecclésiales.

L'année passée, la question de la désignation de l'EPER a été thématisée dans le cadre d'une action extraordinaire. Le contexte historique et les résultats de cette dernière sont exposés aux pages 28 et 29.

Enfin, la présente édition 2010 introduit une nouveauté concernant le rapport financier. En effet, face à l'augmentation croissante ces dernières années des informations fournies en complément au bilan et aux comptes annuels en raison du ZEW0 et du NPO-Code, nous avons décidé de ne plus présenter dans le rapport annuel que les principaux chiffres-clés. Pour des informations plus détaillées sur les finances de l'EPER, on se référera au document séparé intitulé « Rapport financier ». Nous espérons que cette nouvelle formule correspondra davantage aux attentes de nos lectrices et lecteurs.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter une agréable lecture et à remercier celles et ceux qui, en 2010, nous ont apporté leur soutien.

*Ueli Locher, directeur*

# Ancrage ecclésial

L'EPER entretient des liens étroits avec les Eglises cantonales de Suisse, les paroisses et ses partenaires ecclésiaux à l'étranger. Ces diverses relations sont toutes placées sous le signe du dialogue et d'un objectif commun, celui de relever ensemble les défis de l'avenir.

blées et se fondaient sur une rétrospective de l'EPER présentant 60 ans d'activités.

Le taux de participation a été élevé et les réponses engagées et variées, ce dont l'EPER s'est réjouie. Des ateliers organisés sur le sujet ont en outre donné lieu à des débats passionnants. Un rapport de l'EPER synthétise les diverses réactions suscitées par la consultation.

A l'avenir, l'entraide des Eglises sera rebaptisée « collaboration avec les Eglises ». Le concept y relatif devrait être adopté par le Conseil de fondation durant le premier semestre 2011, après discussion avec la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS).

## Nouvelle orientation en Suisse romande

En Suisse romande, le magazine Terre Nouvelle a été au centre de discussions impliquant non seulement les trois œuvres responsables de sa publication, mais également des représentantes et représentants des Eglises cantonales. Motif de ces discussions : la non-conformité des dons collectés via le magazine avec les prescriptions du ZEW0. Finalement, un terme a été mis à la publication du magazine. Cette décision doit permettre aux trois œuvres de repartir sur de nouvelles bases. Désormais, elles éditeront chacune leur propre publication. Le calendrier des parutions a été fixé d'un commun accord. Ces nouvelles publications devraient permettre aux donatrices et donateurs d'être davantage au clair sur les activités propres à chacune des œuvres.

Un processus de clarification similaire a été lancé en 2010 avec les quatre « Centres Sociaux Protestants » (CSP). Deux problématiques se posent en effet : d'une part la proximité des domaines d'activité des CSP et de l'EPER, d'autre part l'insécurité financière qui touche certaines Eglises cantonales et l'EPER. Un dialogue avec les Eglises cantonales et les CSP a par conséquent été prévu pour 2011, lequel permettra – l'EPER en est intimement convaincue – de trouver des solutions innovantes dans l'intérêt des personnes socialement défavorisées en faveur desquelles l'EPER s'engage.

## Au service des paroisses

Parmi les nombreux événements organisés en 2010, les séminaires de la paroisse de Zurich sur la mission et le travail de développement et de coopération méritent une attention particulière. Divers ateliers et débats ont permis aux collaborateurs de l'EPER de présenter le travail de l'œuvre d'entraide à quelque 600 personnes actives au sein des Eglises.

### EN 2010 :

- Des collaborateurs de l'EPER ont pris la parole lors de 210 manifestations des paroisses.
- L'action de l'EPER « Une chèvre contre la faim » a été organisée dans huit paroisses.
- Des collaborateurs de l'EPER sont intervenus dans 25 classes de confirmands sur la sécurité alimentaire, la promotion de la paix et la migration, avec du matériel pédagogique.
- Quatre voyages en Europe de l'Est et du Sud ont été organisés pour les membres des paroisses.
- L'EPER a organisé pour la 22e fois la Journée Europe de l'Est, qui permet aux membres des paroisses suisses de s'informer sur les développements en Europe de l'Est et encourage les échanges entre les personnes.
- Cinq ateliers de réflexion sur l'entraide des Eglises de l'EPER et son orientation future ont eu lieu pour les personnes intéressées.
- Pour la troisième fois, l'EPER a organisé, cette fois dans trois lieux, un événement automnal pour les personnes engagées au sein des Eglises, afin de lancer la campagne d'hiver.
- Pour le dimanche des réfugiés 3833 dossiers ont été envoyés aux paroisses (affiches, versets, demandes de collecte, portraits et reportages).
- Pour la campagne d'hiver 3893 dossiers ont été envoyés aux paroisses (affiches, informations spécifiques, matériel de collecte et informations sur l'action étoile).
- L'EPER a lancé une action étoile pour thé-
- matiser la campagne nationale dans les paroisses. Il était possible de commander des étoiles, des versets pour les cultes et les prières, ou encore du matériel pour les cours de religion.
- L'EPER a répondu à près de 620 demandes de photos des paroisses. Certaines ont été retravaillées.
- L'EPER a aidé des paroisses dans la conception de matériel à imprimer.
- Des informations sur plusieurs actions d'urgence ont été envoyées aux paroisses.
- Le vote consultatif sur une éventuelle nouvelle dénomination de l'EPER a attiré la participation de 10 124 personnes. Deux nouveaux noms étaient proposés : « Respecta » et « Vitalibra » (avec à chaque fois le sous-titre « Entraide Protestante Suisse »).

## Semaine d'intégration nationale 2010 – « Un pas vers l'autre »

**Le grand public méconnaît souvent les divers défis de l'intégration et les nombreux problèmes auxquels les personnes socialement défavorisées sont confrontées en Suisse. Forte de ce constat, l'EPER a organisé pour la première fois en mars 2010 la semaine d'intégration nationale « Un pas vers l'autre ».**

L'intégration sociale ne peut être réussie que lorsqu'elle est vécue au quotidien, que ce soit dans le cadre du voisinage, de l'école, du travail ou des loisirs – soit partout où les gens interagissent. L'intégration signifie que les

individus vont les uns vers les autres, découvrent la vie de l'autre et échangent leurs points de vue. C'est dans cet esprit que l'EPER a organisé pour la première fois en mars 2010 une semaine d'intégration nationale afin de donner une voix aux personnes précarisées en Suisse et d'attirer l'attention sur leur situation. Dans six régions, des rencontres placées sous la devise « Regards croisés » ont eu lieu entre des personnalités reconnues et des bénéficiaires de projets de l'EPER. Les participants de ces six duos parfois très différents ont chacun rendu visite à leur partenaire afin de découvrir son monde et sa vie quotidienne – une expérience riche en nouveautés, surprises et émotions.

Dans le canton de Berne, des jeunes chômeurs participant au semestre de motivation KICK à Burgdorf se sont rendus au Palais fédéral pour rencontrer la présidente de la Confédération Doris Leuthard. En échange, cette dernière a visité l'atelier KICK, où les jeunes lui ont raconté leurs expériences décourageantes – recherche infructueuse de place d'apprentissage, nombreux refus essuyés –, mais aussi leurs rêves professionnels et personnels. Impressionnée par leur attitude positive, Doris Leuthard a souligné que tous les jeunes devraient avoir accès à une formation professionnelle après l'école obligatoire.

Un regard croisé a également eu lieu entre le comédien Gilles Tschudi et Valbone Hoti, une Kosovare qui, après avoir trouvé un premier emploi par le biais du Bureau de consultation juridique pour personnes requérantes d'asile de Bâle, travaille désormais comme interprète pour le programme Linguadukt. Tous deux comédiens, ils ont chacun assisté à une performance de

l'autre : Valbone a suivi une représentation de « Pfyfferli », et Gilles Tschudi est allé soutenir la comédienne amateur au Forumtheater albanais « Post scriptum », où elle participait à une pièce sur l'intégration et le sentiment d'être étranger. Et l'artiste, qui a quitté enfant la Suisse romande pour Bâle, de témoigner : « Je sais par expérience à quel point le fait de se sentir étranger peut être difficile à vivre. Souvent, les gens n'en sont pas conscients. »

Des tours de ville ont également été organisés par les Bureaux régionaux de l'EPER à Aarau, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall et Genève sur le thème de l'intégration sociale. Ils ont permis aux participants de changer de perspective et de redécouvrir leur ville sous un nouvel angle. Où se trouvent les organisations qui s'engagent pour l'intégration des personnes précarisées ? Quels quartiers abritaient à l'époque les personnes marginalisées ou exclues de la société ? Cette semaine nationale a ainsi sensibilisé les participants de manière originale aux divers aspects et défis de l'intégration.



## Géorgie : un village se transforme

**Success story d'un village de montagne géorgien dont les habitantes et habitants ont réussi à améliorer leur quotidien grâce à leur engagement et à leur esprit d'initiative.**

Perché à 1500 m d'altitude, Mirashkhani est un village situé tout au sud de la Géorgie, dans le Petit Caucase, à la frontière avec la Turquie.

La plupart des familles qui y vivent ont été relocalisées au début des années 1980 dans cette région inhospitalière et reculée, au climat rude, à la suite des glissements de terrain dans leur patrie d'origine, l'Adjarie. Il y a quelques années encore, la zone était dépourvue de toute route ou habitation. Avec la chute de l'Union soviétique, les familles se sont retrouvées livrées à elles-mêmes et souffraient parfois de la faim. « Il y a encore trois ans, je n'avais que mes cinq vaches. De mon lopin de terre, je ne pouvais rien tirer : impossible de planter des pommes de terre et de les vendre pour me nourrir », raconte Otari Bolkvadze, qui vit à Mirashkhani avec sa femme Natia et sa fille Mari.

L'organisation partenaire locale de l'EPER, Aspindza Union, est alors intervenue. En collaboration avec les villageois, un projet d'irrigation des champs a été lancé pour augmenter le rendement de la terre. L'organisation a fourni le matériel, les villageois la main-d'œuvre. Après une année, Mirashkhani disposait d'un système d'irrigation opérationnel et les villageois avaient accès à 30 hectares de terre arable – de quoi cultiver des produits à fort rendement comme la pomme de terre. Cette victoire a marqué le début d'un véritable bouleversement.

Forts de ce succès, les villageois ont poursuivi leur réflexion. Le village produisait beaucoup de lait, mais celui-ci ne pouvait souvent pas être vendu, les paysans dépendant d'intermédiaires qui ne leur garantissaient qu'un revenu irrégulier et incertain. L'idée de construire une laiterie a alors surgi afin de permettre aux villageois de transformer et vendre eux-mêmes leur lait. La construction a été rapide. Les 60 familles peuvent désormais vendre régulièrement leur lait à la laiterie du village à des prix garantis.

Il est très rapidement apparu qu'il ne s'agissait là que d'une étape. Pourquoi vendre le lait à une usine de fromages alors que le village pouvait produire son propre fromage traditionnel ? Les villageois ont donc décidé de transformer la laiterie en fromagerie et de gérer eux-mêmes la vente de leurs produits. La contribution de l'EPER s'est surtout résumée à la mise à disposition du savoir-faire requis pour être en mesure de répondre aux exigences en termes de gestion et de production. « L'EPER a joué un rôle central dans la construction de la laiterie et de la fromagerie, témoigne Emzari Abashidze, responsable de la fromagerie. Grâce à elle, nous avons suivi une formation sur la fondation d'une coopérative et l'établissement d'un plan commercial, et avons appris comment gérer une fromagerie. »

Inaugurée au printemps 2010, la fromagerie a permis de créer 15 nouveaux emplois. Grâce aux conseils fournis par ABCO, une autre organisation partenaire de l'EPER, les villageois vendent leurs produits directement à deux magasins de Tbilissi et Batumi, d'où une forte augmentation de rendement : le kilo de Karkhnuli – leur fromage traditionnel – leur rapporte désormais cinq lari (CHF 2.50) au lieu de 2.80 (CHF 1.40). « Auparavant, nous produisions chez nous du beurre et du fromage, raconte Otari Bolkvadze. Nous nous rendions au marché pour vendre les produits. Parfois les affaires marchaient bien et parfois pas. Mon destin a voulu que les affaires marchent mal pour moi. C'est différent aujourd'hui. »



## *Développer les communautés rurales*

A Mirashkhani, c'est un véritable changement de mentalité qui s'est opéré ces dernières années. Le défi a consisté à convaincre un village habitué par le communisme à se soumettre à un Etat tout puissant à prendre son avenir en main. Comme l'explique Nana Topuridze, la coordinatrice locale de l'EPER : « Il est important que ces personnes apprennent à prendre des décisions et à réaliser des projets. Auparavant, elles ne le faisaient jamais elles-mêmes, c'était toujours l'Etat qui statuait et agissait. Les gens ne participaient pas, ne prenaient pas de décisions et ne développaient aucun sens des responsabilités. » Les choses ont désormais évolué et le nouvel état d'esprit est perceptible : les propositions se multiplient. Les paysans ont par exemple monté un projet pour améliorer la productivité de la culture de pommes de terre avec des idées concrètes en termes de planification et de mise en œuvre.

Le village de Mirashkhani a bien avancé sa mue. A partir d'un projet d'irrigation qui a permis d'augmenter l'accès à la terre, le processus a suivi son cours jusqu'à la commercialisation du fromage en passant par l'amélioration de la production laitière et la fabrication du fromage. Aujourd'hui, les connaissances acquises sont appliquées à d'autres chaînes de production et doivent ouvrir de nouvelles perspectives de développement à d'autres villages du sud de la Géorgie. « On ne peut pas développer une communauté. Une communauté évolue d'elle-même, conclut Nana Topuridze. L'EPER ne peut que faciliter les changements et les évolutions, jouant ainsi le rôle de catalyseur. Ce fut le cas à Mirashkhani. »

L'EPER soutient le développement de communautés rurales – ainsi que de groupes de population – telles que des organisations villageoises, des groupes de femmes et des coopératives. Grâce à la collaboration avec des organisations partenaires de l'EPER, ces groupes définissent leurs propres besoins et recherchent des solutions pour améliorer leur quotidien social et économique. En plus de promouvoir une nourriture équilibrée et suffisante, l'accent est mis sur l'accès aux ressources telles que la terre, l'eau, la formation et la production agricole ainsi que la transformation et la commercialisation de produits. La création de revenus dans les régions rurales encourage l'autonomie économique des communautés. Plutôt que d'aborder chaque élément séparément, l'EPER adopte une approche globale prenant en compte l'ensemble des étapes nécessaires au développement des communautés rurales, de l'accès aux ressources au transfert du savoir, en passant par la production, la transformation et la commercialisation.

- Quelque 50 600 paysans sans terre et familles de petits paysans ont obtenu un accès à la terre.
- Quelque 36 500 personnes à travers le monde ont pu profiter d'un accroissement de leur récolte.
- Quelque 173 000 personnes à travers le monde ont eu accès à de l'eau potable.
- Quelque 2500 organisations de base, coopératives et ONG ont été soutenues et leurs structures institutionnelles renforcées.

## Colombie : poser les jalons d'un avenir pacifique

**Dans la région colombienne du Chocó, la guerre et la violence font partie du quotidien de nombreux jeunes et enfants. Les organisations partenaires de l'EPER les aident à envisager de nouvelles perspectives d'avenir et à s'engager en faveur de la paix.**

En Colombie, le conflit armé qui perdure depuis plus de 40 ans touche avant tout la population civile. Les habitants du Chocó, département le plus pauvre du pays, se re-

trouvent régulièrement pris entre les groupes paramilitaires, les forces armées gouvernementales et les guérillas. Ceux-ci luttent pour obtenir le contrôle du territoire et des mines d'or, ainsi que des cultures de coca et du trafic de drogues et d'armes. Ce conflit implique le déplacement forcé d'autochtones, lesquels cherchent ensuite refuge dans les quartiers pauvres des villes, comme à Quibdó, capitale du département.

Dans cette région, la mort, la douleur et la violence font partie du quotidien de nombreux jeunes et enfants. A Quibdó, les bandes criminelles comptant des mineurs dans leurs rangs sont monnaie courante. Les guérillas et les paramilitaires font pression sur les jeunes hommes et femmes pour les enrôler. Nombre d'entre eux cèdent car les repères que constituent habituellement les réseaux sociaux et les structures familiales ont souvent été détruits par la guerre et les déplacements. Les villages et quartiers pauvres ne leur offrent par ailleurs que peu de possibilités de formation ou d'avenir. C'est ce cercle vicieux de la pauvreté, de la violence et de l'absence de perspectives que l'EPER entend briser par son travail avec des jeunes et des enfants dans les quartiers pauvres de Quibdó et dans 12 communes rurales du Chocó.

Diverses alternatives à la culture de la violence sont proposées à plus de 650 jeunes et enfants : accès facilité à l'école secondaire, création de groupes de jeunes et activités socio-culturelles régulières telles que des cours de musique, de théâtre ou de sport. L'objectif est de renforcer l'identité culturelle, de promouvoir l'esprit de solidarité et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir. Une équipe de quatre personnes – un coordinateur, un enseignant de musique et de danse, un prof de sport et une travailleuse sociale – de l'organisation partenaire Procura Claretiana de Misiones se rend régulièrement dans les villages pour y travailler avec les jeunes et les sensibiliser aux risques et conséquences d'une adhésion à un groupe armé ou à une *pandilla* (bande criminelle).

L'EPER soutient également une école pour la formation de personnalités dirigeantes (*leaderes juvenes*). Les filles et les garçons y apprennent à prendre des responsabilités dans leurs villages et quartiers, à soutenir les plus faibles et à transmettre leur savoir-faire. Une fois défini le domaine d'action dans lequel ils veulent s'engager plus tard, ils analysent le conflit, sont sensibilisés aux droits humains, apprennent des méthodes de prévention de la violence et découvrent lors d'exercices pratiques quel comportement adopter en situation de conflit. Le savoir acquis est immédiatement appliqué : dès le début de leur formation, les *leaderes juvenes* sont envoyés dans

les villages pour y acquérir une première expérience du travail avec les jeunes et les enfants.

A 19 ans, Manuel Wilson Mosquera Perea, de la commune de Puerto Medellín, est déjà papa d'un bambin de deux ans. Comme il l'explique, il est courant d'avoir des enfants si jeune, car la mort guette à chaque coin de rue. Depuis quelque temps, Manuel suit les cours pour *leaderes juvenes*. « Quand j'étais petit, je voulais à tout prix posséder une arme, se souvient-il. Je suis entré très tôt dans la guérilla. Au-





## *Promouvoir la paix – Résoudre les conflits*

« Aujourd'hui, je suis conscient que ce n'était pas la bonne voie. Cette école m'a appris qu'il existe d'autres moyens de donner un sens à sa vie. » Désormais, Manuel souhaite transmettre ce message à d'autres jeunes et enfants de Puerto Medellín.

Le travail pour la paix et l'information auprès des jeunes sont essentiels, comme l'atteste l'exemple de « Chocó Joven », un groupe de jeunes soutenu par l'EPER. Celui-ci se rend dans les écoles des villages et y organise des ateliers sur des sujets tels que les grossesses précoces et la contraception, la prostitution infantile et les abus sexuels sur des enfants. Le groupe a notamment tourné un film documentaire sur les mines antipersonnel et lancé dans les villages une campagne de sensibilisation aux accidents par mine.

« *El cangrejo que duerme se lo lleva la corriente* : lorsqu'ils dorment, les crabes sont emportés par le courant » – telle est la devise de Maria, une jeune fille de 16 ans qui va au collège à Quibdo et fait depuis plusieurs années partie de « Chocó Joven ». « Nous ne voulons pas être emportés. C'est la raison pour laquelle, ensemble, nous essayons de traiter les dysfonctionnements sociaux à la racine. » Plus tard, Maria aimerait être avocate : « pour défendre devant les tribunaux les victimes de violations des droits humains, par exemple toutes les familles dont on a confisqué les terres et qui vivent désormais dans les quartiers pauvres de Quibdo. »

Le travail des groupes, les offres de formation et les activités sociales et culturelles offrent aux jeunes la possibilité de s'épanouir malgré la guerre et la violence, et de développer leurs propres initiatives. Les jeunes et les enfants représentent l'avenir. Aussi leur capacité à s'opposer à la violence peut-elle, à long terme, contribuer à l'instauration d'une culture du conflit constructive au Chocó.

Un quotidien marqué par la violence rend toute coexistence pacifique difficile. Dans ce contexte, l'EPER soutient des initiatives spécifiques de promotion de la paix mises sur pied par des organisations de la société civile au niveau local ou régional. Par ailleurs, elle encourage leur mise en réseau et leur participation aux processus de construction de la paix. Enfin, l'EPER et ses organisations partenaires analysent les différents impacts de la violence et mettent en place au sein des projets des mesures qui permettent de détecter précocement des sources de conflits potentiels, afin de les éviter ou de les résoudre.

Avec ses organisations partenaires, l'EPER s'engage pour davantage de justice, pour le respect des droits humains et pour le développement social. Des communautés apprennent à combattre les injustices et à lutter pour que leurs droits soient respectés. Sur la base des valeurs chrétiennes fondamentales et sans prendre parti, l'EPER soutient la cohabitation pacifique et constructive de personnes de cultures et de religions différentes. L'EPER encourage le dialogue interreligieux et œcuménique ainsi que la rencontre et la collaboration entre différentes religions, ethnies et cultures.

Grâce à ces projets, quelque 199 750 personnes en situation de conflit ont pu bénéficier d'une sécurité accrue et d'une résistance plus forte, ce qui a amélioré leur qualité de vie.

# Haïti : après l'aide d'urgence, la reconstruction

**En 2010, l'aide humanitaire de l'EPER a principalement été dirigée vers les deux zones sinistrées que sont Haïti et le Pakistan.**

## **Activités et défis en Haïti**

Le 12 janvier 2010, un violent séisme secouait Haïti. Bilan : plus de 200 000 morts et des dé-

gâts matériels incommensurables : habitations, rues, ponts, canalisations, égouts et installations de télécommunication, rien n'a été épargné. Le siège gouvernemental à Port-au-Prince a aussi été démoli, anéantissant tout espoir d'une gestion de crise efficace par l'Etat.

L'EPER intervient en Haïti depuis 37 ans avec des projets de développement et une aide d'urgence. Elle dispose d'organisations partenaires locales ainsi que d'un bureau de coordination à Port-au-Prince. Ainsi, elle a pu déclencher rapidement une aide d'urgence. Durant trois mois, elle a distribué chaque jour 3000 repas chauds aux personnes les plus démunies dans 12 camps de la capitale.

Depuis plusieurs décennies, l'EPER contribue au sud-ouest de l'île, dans le département de la Grand'Anse, au développement des communautés rurales, avec notamment des projets d'agriculture. Après le séisme, près de 120 000 personnes ont émigré dans la région. Afin d'offrir à ces personnes et aux familles les accueillant un moyen de subvenir à leurs besoins et de s'intégrer au milieu rural, l'EPER a fourni à 3000 familles des semences et des outils pour cultiver bananes, maïs, patates douces et légumes. Début 2011 a débuté un nouveau projet visant à apporter un soutien économique aux déplacés et à améliorer l'infrastructure communale à la Grand'Anse.

L'action de reconstruction de l'EPER est centrée sur Petit-Goâve, une ville sévèrement touchée à quelque 60 km de Port-au-Prince. Elle est située entre le bureau de coordination et la région de Grand'Anse, ce qui simplifie la logistique. Plusieurs autres organisations suisses sont déjà présentes dans la région, ce qui permet d'exploiter des synergies et de coordonner les actions. Par ailleurs, le bureau de coordination de l'EPER disposait déjà avant le séisme de contacts avec des organisations partenaires potentielles et les autorités locales. L'EPER a choisi un programme complexe de remise en état et de reconstruction de quelque 400 habitations. Elle privilégie une approche participative, transparente et durable. Le choix des bénéficiaires et des terrains à construire, le respect du droit à la terre et du droit d'habitation, l'obtention des permis de construire et la consultation des autorités et des bénéficiaires quant à l'agencement du lotissement et à l'élaboration des plans ont constitué des étapes fastidieuses. A cela se sont ajoutées la complexité des structures politiques et la lenteur des procédures bureaucratiques, qui ont ralenti le projet. Finalement, les habitations à remettre en état ont été choisies en novembre 2010. Les travaux ont commencé début 2011. Sous réserve de l'attribution dans les temps des autorisations par le gouvernement, la construction du lotissement devrait débuter au printemps 2011 et durer trois ans.

## **Engagement au Pakistan**

Au Pakistan, des pluies très violentes ont engendré, en juillet 2010, les plus graves inondations en 80 ans. Selon l'ONU, 20 millions de personnes ont été touchés. En collaboration avec son organisation partenaire Anatolian Development Foundation, l'EPER avait déjà apporté une aide au Pakistan entre 2005 et 2009, à la suite des séismes au nord du pays. Forte de cette expérience, elle a prodigué avec Caritas Suisse – qui a rouvert son bureau de coordination – une aide d'urgence pour près de CHF 2 millions en faveur des victimes du nord-ouest. Un premier projet a permis de fournir des aliments de base et des articles de première nécessité (ménage, hygiène) à 8080 ménages du district de Malakand. Face à la dureté des hivers au nord du pays, un autre projet de trois mois a été lancé en octobre. Toutes les familles concernées, soit au total 48 000 personnes, ont reçu manteaux d'hiver et couvertures. Les deux projets ont été cofinancés par la



## *Fournir une aide humanitaire*

Chaîne du Bonheur. En outre, l'engagement de l'EPER en 2011 a été thématiqué. Comme par le passé, l'EPER se concentrera sur la remise en état et la reconstruction d'écoles, la réfection des conduites d'eau et l'agriculture.

La longue collaboration avec les partenaires locaux de l'EPER, une structure organisationnelle claire et efficace pour la gestion des projets et un gouvernement aguerri, expérimenté et coopératif constituent des facteurs indispensables à la réussite des projets humanitaires au Pakistan.

### **Autres projets humanitaires en 2010**

Loin de l'attention des médias, sept millions de personnes ont souffert de famine en raison de la sécheresse au Niger. L'EPER et ses partenaires locaux ont apporté une aide d'urgence aux victimes de la région de Tahoua, où l'EPER était déjà active. 6000 enfants souffrant de malnutrition ont reçu quotidiennement des repas dans 22 centres alimentaires. Des vivres ont aussi été distribués pour les familles les plus touchées et n'ayant plus d'autre ressource. Un autre projet de l'EPER vise à améliorer la situation de la population rurale en termes de revenu et de nourriture par une réhabilitation de l'agriculture.

L'EPER est aussi intervenue aux Philippines, en Indonésie, en Colombie et en Albanie, pays touchés par des catastrophes naturelles, généralement des inondations dues à de violentes chutes de pluie ou des tempêtes.

Au vu du changement climatique et de l'augmentation des catastrophes naturelles, l'EPER a décidé en 2010 de se concentrer davantage sur la gestion des risques de catastrophes et de renforcer ses activités dans ce domaine. Ces mesures devraient permettre une réaction plus efficace aux défis de l'aide humanitaire mondiale ces prochaines années.

L'EPER apporte une aide humanitaire pour soulager rapidement et durablement les victimes de catastrophes naturelles ou de conflits armés. En comparaison internationale, l'EPER est plutôt une organisation de petite taille. Afin de satisfaire aux exigences de professionnalisme et de qualité nécessaires à ce type d'intervention, l'EPER n'intervient que dans des pays ou régions considérés comme prioritaires et dans lesquels existe un risque élevé de catastrophes. L'EPER agit dans quatre domaines :

- > dans la préparation à d'éventuelles catastrophes, ce qui comprend les analyses de risque, le système d'alerte précoce et la préparation opérationnelle à une situation de catastrophe
- > dans l'aide d'urgence
- > dans la reconstruction
- > dans la prévention de catastrophes et de conflits.

L'EPER est membre d'Action by Churches Together, une plate-forme mondiale d'Églises et organisations issues du Conseil Œcuménique des Églises. L'EPER est aussi un partenaire accrédité de la Chaîne du Bonheur.

- 69 450 bénéficiaires ont reçu des vivres qui ont assuré leur survie.
- L'EPER a financé la reconstruction ou réparation de 3500 habitations, cinq écoles et un jardin d'enfants. Des tentes et bâches ont été distribuées à 1800 personnes.
- 48 945 personnes ont pu assurer leur revenu grâce à des mesures de création de revenu ou des programmes cash-for-work.
- Des vêtements d'hiver, couvertures et articles d'hygiène ont été remis à 56 380 personnes.

## Serbie : les Roms, un peuple en marge de la société

**En Serbie, on estime à 650 le nombre de quartiers roms. Quelque 450 000 personnes y vivent dans des conditions des plus précaires, semblables à celles des bidonvilles d'Asie ou d'Afrique. L'EPER les aide à assainir leurs maisons et à accéder au marché du travail.**

Sasha a 31 ans. Avec sa femme et sa fille Valentina âgée de trois ans, il vit dans un quartier rom miséreux de la province rurale de Voïvodine. Sasha a été à l'école primaire, mais a ensuite dû interrompre sa formation profes-

sionnelle de mécanicien automobile pour des raisons financières. Depuis, il travaille quand l'occasion se présente comme ouvrier journalier. Dans sa cité, il n'est pas rare que quatre à huit personnes vivent dans une seule pièce. Jusqu'à l'année passée, il n'y avait ni système d'évacuation des eaux usées, ni routes goudronnées, et parfois même pas de raccordement électrique. Sans aide publique, les Roms sont abandonnés à leur sort. L'exclusion sociale, politique et économique durcit encore leur quotidien. Depuis les guerres des Balkans, la province serbe de Voïvodine s'est transformée en véritable terre d'accueil pour les Roms des pays de l'ex-Yougoslavie et pour les personnes déboutées d'Europe de l'Ouest. Déjà précaires, les conditions de logement dans les quartiers se sont encore détériorées.

### **Des logements sans WC**

Il y a quatre ans, Sasha a acheté une petite parcelle de terrain et y a construit un abri de fortune. C'est un modeste logement comprenant en tout et pour tout une pièce avec une petite cuisine, sans eau, sans électricité et sans sanitaires. « Nous n'avions tout simplement pas les moyens de nous payer une salle de bain, l'eau courante ou l'électricité, explique-t-il. Je ne cessais de me dire : c'est inimaginable ! Nous vivons au 21<sup>e</sup> siècle et je ne peux même pas me payer des toilettes ! » Grâce au soutien de l'EPER et de son organisation partenaire Ecumenical Humanitarian Organisation (EHO), la famille de Sasha dispose désormais de WC, d'une douche et de l'électricité. « Cette nouvelle qualité de vie signifie beaucoup pour ma famille et moi », témoigne Sasha. Les familles du camp de Roms « Curug » à Zrenjanin (80 habitations, 440 habitants) ont reçu en 2010 grâce à l'EPER des matériaux de construction et des installations sanitaires pour une valeur de près de CHF 2000, ainsi que des conseils techniques. Elles ont toutes pu installer une modeste salle de bains équipée d'une douche et de WC. Les cités étant généralement dépourvues de canalisations, des fosses septiques ont dû être construites. Le projet de l'EPER inclut également une formation et un encadrement de manière à permettre aux Roms de remettre leur habitation en état et de la raccorder au réseau électrique. Dans certains cas, lorsque les propriétaires réussissent à récupérer des matériaux, le budget suffit pour la construction d'une pièce supplémentaire. En 2010, EHO a remporté le prix Eurodiaconia avec ce programme « Intégration sociale et amélioration des conditions de vie de la population rom ».

### **Accès à la formation**

Marija, 35 ans, vit elle aussi dans un camp de Roms. Elle n'a pas été à l'école, ni n'a suivi de formation. Elle s'est mariée jeune et a trois enfants âgés de 19, 10 et 3 ½ ans, parmi lesquels seule Sandra, la deuxième, va à l'école. Le mari de Marija travaille quand il le peut comme journalier sur des chantiers ou dans les champs. Sa famille a figuré parmi les premières à pouvoir installer une salle de bain et obtenir l'électricité grâce au soutien de l'EPER.

Si les conditions dans lesquelles vit la famille se sont améliorées en termes d'infrastructure, la formation des enfants reste un enjeu majeur. Nombre de parents, comme Marija et son mari, ne peuvent envoyer tous leurs enfants à l'école. Il arrive aussi fréquemment que ceux-ci, faute

de soutien, connaissent des difficultés scolaires et interrompent leur formation. C'est pourquoi l'engagement de l'EPER en Serbie porte également sur l'intégration scolaire et professionnelle des enfants roms. Dès leur plus jeune âge, ceux-ci sont encadrés et préparés à leur entrée à l'école. Une fois en primaire, ils bénéficient d'un soutien scolaire. La possibilité leur est ensuite offerte de suivre une formation professionnelle de trois à cinq mois afin d'acquérir des compétences tant pratiques que théoriques et d'améliorer ainsi leurs chances de trouver un emploi. La formation reste en effet le meilleur moyen d'échapper à la pauvreté.

## *Aider les Eglises*

**L'entraide des Eglises (à partir de 2011 collaboration avec les Eglises) de l'EPER, sous la forme de diaconie et de partenariats entre paroisses, remonte à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans un premier temps, l'EPER a fourni une aide aux victimes de la guerre dans les pays voisins de la Suisse. Dans les années cinquante, l'entraide s'est élargie aux pays du Sud et de l'Est de l'Europe.**

**L'entraide des Eglises repose sur la relation partenariale de l'EPER avec les Eglises. C'est sur cette base que sont définis les projets, en collaboration**

avec les Eglises partenaires. Concrètement, l'entraide consiste en un soutien financier et des conseils aux paroisses réformées et orthodoxes, ainsi qu'en un renforcement de leur travail diaconal. L'accent est aujourd'hui mis sur les partenariats entre paroisses et projets, qui contribuent non seulement au dialogue œcuménique entre les Eglises, mais également à la construction de relations solides entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest.

- Dans le village hongrois de Berekfürdo, 742 jeunes et adultes atteints d'un handicap physique ou mental ont pu passer des vacances à la « Maison de la réconciliation », un centre de formation continue et de rencontre de l'Eglise réformée.
- Neuf bâtiments ont pu être assainis grâce à des contributions à la construction en faveur de paroisses en Europe de l'Est.
- Trois-cent jeunes et enfants roms du Kosovo ont reçu un soutien afin de s'intégrer dans le système scolaire et sur le marché du travail.
- Soixante enfants de la zone irradiée de Tchernobyl ont participé à un séjour de deux semaines en Pologne.
- Au total, 220 femmes ont été sensibilisées à leurs droits et aux droits de l'homme universels au Kosovo et en Albanie.



## Survol des projets à l'étranger



Italie, Kosovo, Pologne, Moldavie, Roumanie, Serbie, Slovaquie, République tchèque, Ukraine, Hongrie

### Un exemple : l'Albanie

Le travail de l'EPER en Albanie se concentre sur l'intégration sociale et économique de groupes marginalisés (migrants, Roms, femmes, jeunes) et le soutien à l'Eglise orthodoxe dans la création de l'Eglise des jeunes. En 2010, un

groupe de l'Eglise évangélique réformée suisse des jeunes a effectué un voyage afin de rencontrer des jeunes orthodoxes albanais.

Par deux fois, le nord de l'Albanie a connu de graves inondations en raison de fortes chutes de pluie et de barrages ouverts. Le partenaire de l'EPER, Diakonia Agapes, a fourni des paquets d'aide d'urgence aux communautés roms particulièrement touchées.

### EUROPE

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Géorgie,



### AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES

Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique

#### Un exemple : le Guatemala

Dans la région de San Marcos, les habitants vivent pour la plupart de l'agriculture. Ils sont souvent pauvres et ne connaissent pas leurs droits. Lorsque des entreprises nationales et internationales viennent construire des barrages et des centrales hydroélectriques afin d'exploiter les ressources naturelles, elles n'ont aucun égard pour l'environnement et les populations locales. L'organisation Comisión Pastoral Paz y Ecología, partenaire de l'EPER, apporte aux petits paysans des conseils et un encadrement afin de les aider à défendre leurs droits et à protéger leurs terres. Le soutien offert est non seulement financier, mais aussi moral.



### AMÉRIQUE DU SUD

Brésil, Colombie

#### Un exemple : le Brésil

Dans la région de Cerrado, l'organisation partenaire de l'EPER CEDAC a réussi à créer deux réserves naturelles pour la protection

de la savane, dont elle a confié l'exploitation durable à 200 petits paysans sans terre, indigènes et *Quilombolas* (descendants d'esclaves africains). Ceux-ci ont été formés à l'agriculture écologique et ont appris à cultiver des céréales et des légumes afin d'assurer leur subsistance. En outre, les familles ont pu commercialiser des produits tels que des noix du Brésil, des péquis (un fruit contenant des huiles précieuses) et des piments. Elles améliorent ainsi leur situation par une hausse de leurs revenus.



### PAYS DU SAHEL ET DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

Burkina Faso, Ethiopie, Erythrée, Niger, Sénégal, Soudan

#### Un exemple : le Niger

Dans la région de Tahoua, la pénurie de ressources naturelles et la



tion de la paix. Le projet « Open Forum » favorise l'échange et la collaboration entre les partenaires régionaux. Les organisations partenaires Arab Human Rights Association et Palvision ont lancé un projet commun de lutte contre la violence des jeunes à Jérusalem et à Nazareth. Outre une campagne d'information, celui-ci vise à offrir aux jeunes Palestiniens sans perspectives d'avenir la possibilité de surmonter leurs difficultés et de s'engager de manière constructive au sein de la société.

#### MOYEN-ORIENT

Liban, Palestine/Israël

##### Un exemple : Palestine/Israël

En collaboration avec des organisations partenaires locales, l'EPER s'engage en faveur de la promo-



#### ASIE DU SUD-EST

Chine, Indonésie, Cambodge, Philippines, Vietnam

##### Un exemple : le Cambodge

En collaboration avec cinq organisations partenaires, l'EPER œuvre dans quatre provinces du Cam-

bodge en faveur du développement des communautés rurales. Dans ce cadre, elle mise sur la formation des agriculteurs afin de lutter contre l'exode rural croissant. L'absence de qualifications constitue en effet un problème majeur, notamment chez les jeunes, qui représentent 60% de la population. En 2010, l'organisation partenaire de l'EPER CEDAC a permis à 21 jeunes agriculteurs de suivre une formation à l'entrepreneuriat, ce qui leur a permis d'améliorer le rendement de leurs terres et, par tant, leur revenu.



#### AFRIQUE AUSTRALE ET CENTRALE

Afrique du Sud, République démocratique du Congo, Zimbabwe

##### Un exemple : le Zimbabwe

Au Zimbabwe, la crise économique et politique est lourde de conséquences : le chômage atteint 80% et la répression politique est violente. Les jeunes sont les premiers à souffrir de cette situation. Le programme Youth Empowerment and Transformation de l'EPER doit leur permettre de donner une impulsion positive au pays et de prendre des responsabilités. Le projet regroupe 16 organisations locales qui mènent des actions de sensibilisation sur des thèmes tels que les droits humains, la violence conjugale et la prévention du VIH/sida.



#### ASIE DU SUD

Bangladesh, Inde, Pakistan

##### Un exemple : le Bangladesh

Avec l'organisation partenaire UBINIG, l'EPER travaille au Bangladesh à reboiser les forêts de mangroves.

Celles-ci offrent une protection naturelle contre les raz-de-marée, abritent de nombreuses espèces animales et améliorent les conditions de vie des habitants de la côte. L'action de l'EPER et d'UBINIG vise les zones qui ont été déboisées à des fins commerciales, par exemple pour la culture de crevettes. La population locale est fortement impliquée afin que la protection des forêts soit assurée en dépit du contexte politique et économique.

pauvreté entraînent de nombreux cas de maladie et de malnutrition. Pour pallier ces problèmes, l'EPER, en collaboration avec l'organisation partenaire GADR-RA, apporte dans 20 villages une aide basée sur l'irrigation des plantations de légumes, la protection contre l'érosion du sol et la gestion des ressources. Les formations ciblent tout particulièrement les femmes, qui doivent subvenir aux besoins de la famille puisque les hommes travaillent souvent comme saisonniers loin de chez eux.

## Collaboration avec les œuvres ecclésiales

L'année passée, mission 21, DM-échange et mission, Pain pour le prochain et l'EPER se sont à nouveau concertés et accordés sur de nombreuses thématiques, parmi lesquelles la suppression du magazine Terre Nouvelle. Bien qu'il s'agisse là d'un sujet sensible, il a pu faire l'objet de discussions ouvertes, preuve s'il en est de la solidité des rapports de travail entre les quatre œuvres.

Quatre fois par an, les responsables des quatre œuvres ecclésiales se réunissent afin :

- d'échanger des informations sur le calendrier de leurs campagnes, ce pour éviter que les donateurs ne soient approchés simultanément par plusieurs œuvres ;
- de convenir de leurs interventions communes au sein des paroisses et lors d'événements publics ;
- d'échanger des informations sur les principaux projets et les nouveautés ;
- d'aborder la question du positionnement des œuvres suisses au sein des réseaux internationaux ;
- de thématiser et, dans la mesure du possible, d'harmoniser leurs positions sur des thèmes politiques suisses.

En 2010, une attention particulière a été portée à la nouvelle version du magazine allemand d'information des paroisses. Celui-ci présente les activités de mission 21, de Pain pour le prochain et de l'EPER, et traite de sujets d'intérêt général. Le premier numéro du nouveau magazine « contigo », désormais en couleurs, est paru fin 2010.

En Suisse romande, des discussions intensives ont eu lieu durant plusieurs mois entre les responsables de DM-échange et mission, de Pain pour le prochain et de l'EPER sur nombre de questions non résolues en lien avec le magazine Terre Nouvelle. Finalement, la décision de mettre un terme à sa parution a fait l'objet d'une communication commune. Dans la foulée, les responsables ont défini des solutions porteuses pour l'avenir et renforcé leur coopération. Ces résultats réjouissants attestent d'une collaboration solide et intacte, placée sous le signe du respect mutuel et de l'ouverture, même dans des situations difficiles.

En collaboration avec Pain pour le prochain, l'EPER a organisé en 2010 deux workshops nationaux au Zimbabwe et aux Philippines sur les thèmes de la protection du climat et de la prévention des catastrophes naturelles.



# Une ingérence mal vue

**Une enquête d'envergure internationale menée auprès d'œuvres d'entraide chrétiennes a mis en lumière le nombre croissant d'obstacles auxquels sont confrontées les organisations non gouvernementales (ONG) s'engageant en faveur des droits humains. Dans les pays du sud en effet, nombre de gouvernements n'apprécient guère que la société civile soit soutenue et encouragée dans la revendication de ses droits. Quelles sont les implications pour des œuvres telles que l'EPER ?**

Tous les moyens sont bons pour entraver le travail des ONG : diffamation des collaborateurs, menaces ou encore poursuites pénales. Dans certains Etats, les ONG sont contrôlées de près, voient leur marge de manœuvre limitée, ou sont surveillées voire interdites lorsqu'elles s'orientent trop sur les besoins de la

population et pas assez sur les directives du gouvernement.

L'EPER en fait régulièrement l'expérience : si l'aide d'urgence qu'elle apporte à la suite de catastrophes naturelles est toujours très appréciée, ses actions visant à combattre les causes de la pauvreté et de la famine (accès limité aux terres et à l'eau notamment) sont plutôt mal vues. Le risque est grand dès lors pour les ONG incitant la population à faire valoir ses droits de se retrouver dans le collimateur des gouvernements.

L'EPER travaillant en étroite collaboration avec des organisations partenaires locales, ce sont ces dernières qui évaluent au cas par cas la stratégie la plus adaptée : recours aux tribunaux pour revendiquer le droit à la terre, manifestation dans la capitale ou encore négociations avec les services administratifs compétents. L'important est d'aider la population à faire valoir ses droits sans l'exposer à des risques inutiles et d'opter pour le moyen présentant les plus grandes chances de réussite. Les collaborateurs de l'EPER encadrent et conseillent leurs partenaires sur place en leur donnant accès à un réseau local et régional.

Le dossier de la campagne d'hiver de l'EPER a mis en avant les améliorations notables et durables des conditions de vie qu'une action ciblée et déterminée permet d'obtenir. Les trois exemples concrets ci-après illustrent l'importance de cet aspect central du travail de développement et coopération de l'EPER.

## **Inde**

Grâce au soutien des organisations partenaires locales de l'EPER en Inde, 2819 familles de la région d'Andhra Pradesh ont accédé en 2010 à 2721 hectares de terres cultivables.

## **Philippines**

Aux Philippines, le partenaire de l'EPER Task Force Mapalad (TFM) a soutenu des petits paysans et des personnes sans terre dans leur lutte pour accéder aux terrains qui leur reviennent selon le Comprehensive Agrarian Reform Program. TFM informe la population sur ses droits et sur les lois en vigueur, et lui apporte un soutien juridique. Dans la province de Bukidnon, dans la région de Mindanao, 160 familles de paysans ont ainsi pu obtenir 400 hectares de terre. Elles y cultivent désormais des aliments de base et des produits en vue de leur commercialisation.

## **Guatemala**

Au Guatemala, une organisation partenaire de l'EPER défend les intérêts de 33 communautés villageoises qui ont été expulsées de leurs terres lors de la construction du barrage Chixoy. A ce jour, les dédommagements promis n'ont pas été versés. En 2010, une base légale équitable a été négociée. En 2011, la pression politique devra toutefois être maintenue afin que cette loi soit signée par le président et qu'elle entre en vigueur.

## Faire entendre sa voix

**A en croire les arguments avancés l'année passée dans la campagne relative à l'initiative « Pour le renvoi des étrangers criminels », les étrangers seraient tous des criminels qu'il faudrait expulser le plus rapidement possible. En martelant ces idées, les leaders d'opinion ont réussi à faire oublier à la population suisse que la réalité est bien plus complexe – de même que le sont les solutions à envisager.**

Les débats relatifs à l'initiative « Contre la construction de minarets » ont été hantés par le spectre du fondamentalisme islamiste. La campagne sur l'initiative « Pour le renvoi des étrangers criminels » a stigmatisé la population étrangère résidant en Suisse. Dans les deux

cas, la polémique a fait rage et une analyse objective et approfondie de la problématique a cruellement fait défaut. Des valeurs chrétiennes, comme la compassion, ont été mises à mal.

Désireuse de faire entendre sa voix sur l'initiative sur le renvoi, l'EPER a fait savoir qu'elle ne s'opposait pas fondamentalement au renvoi des étrangers condamnés pour délit, mais estimait inutile un ancrage du principe dans la Constitution. Elle a souligné en outre que l'initiative n'offrait aucune solution aux nombreux problèmes qui se posent en la matière. La population n'a pas entendu ces arguments, comme l'attestent les résultats des votations.

Cet exemple illustre bien la difficulté, pour celles et ceux qui ne peuvent ou ne veulent se soumettre à l'opinion dominante, de faire passer un message différencié et objectif. Prendre position en faveur des personnes socialement défavorisées reste une tâche centrale de l'EPER. Les exemples ci-après illustrent les actions concrètes qu'elle a entreprises en ce sens en 2010 :

- Février 2010 : prise de position en faveur de l'initiative parlementaire « La Suisse doit reconnaître ses enfants » visant à faciliter l'obtention de la nationalité suisse pour les étrangers de la troisième génération établis en Suisse.
- Mars 2010 : participation à la consultation sur la révision de la loi sur l'asile et de la loi fédérale sur les étrangers. L'EPER, qui milite pour que les procédures concernant les requérants d'asile se déroulent équitablement, a demandé qu'une défense et un conseil juridique gratuits soient ancrés dans la loi, que les requérants d'asile continuent d'être accompagnés par un représentant d'une œuvre d'entraide lors de la première audition et que le délai de recours de 30 jours soit maintenu.
- Mars 2010 : prise de position sur la révision totale de la loi sur la nationalité. Estimant que l'exercice des droits des citoyens et la participation à la définition des conditions-cadres de la société constituent des facteurs essentiels dans le processus d'intégration, l'EPER s'est prononcée en faveur d'un octroi le plus rapide possible du droit d'établissement et de la nationalité suisse aux étrangers.
- Mars 2010 : prise de position commune avec « Pain pour le prochain » sur la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains.



- Avril 2010 : soutien à la pétition adressée aux Chambres fédérales et au Conseil fédéral visant à édicter des critères d'autorisation sociaux et écologiques stricts pour les agrocarburants.
- Mai et juillet 2010 : prises de position sur les nouvelles lois sur l'intégration des cantons de Zurich et Berne. L'EPER a souligné que l'intégration repose sur le principe de la mutualité et que les lois doivent en tenir compte. En outre, des dispositions visant à empêcher toute discrimination devraient être prévues.
- Juillet 2010 : l'EPER s'est distancée de la prétendue enquête publique de l'UDC en matière de politique de l'asile et des étrangers.
- Septembre 2010 : prise de position sur la reprise de la directive sur le retour de l'Union européenne. L'EPER a salué la présence d'observateurs indépendants lors des renvois forcés de requérants déboutés et s'est opposée à une prolongation de la durée maximale de séjour dans les centres d'enregistrement et de procédure pour les personnes requérantes d'asile.
- Octobre/novembre 2010 : prise de position contre l'initiative populaire « pour le renvoi des étrangers criminels ». L'EPER a recommandé aux citoyens de rejeter l'initiative ainsi que la contre-proposition directe du Conseil fédéral.

## Suisse : connaître ses droits

**L'idée d'assurer sa femme de ménage, son jardinier ou sa nounou fait son chemin. Dans le canton de Vaud, Chèques-emploi offre un système simplifié de gestion des salaires, une permanence téléphonique et des cours de formation adressés aux femmes de ménage.**

Monica est une femme de ménage équatorienne en Suisse depuis plus de dix ans. Dans son sac, elle trimbale toute une série de clés ouvrant les portes d'entrée de ses sept employeurs. « Ils me font confiance, explique-t-elle. En Equateur, j'étais enseignante et comptable mais je n'avais pas de quoi vivre décemment. Je pourrais travailler comme caissière dans un grand magasin en Suisse, mais je préfère faire des ménages pour pouvoir organiser mon temps à ma guise avec ma fille, qui va à l'école. Je me sens plus libre et je suis bien traitée. » C'est une de ses employeuses qui lui a parlé des Chèques-emploi en 2005 et qui, la première, a fait les démarches pour l'affilier. Depuis, Monica a demandé à ses autres employeurs d'en faire autant, ce qui rend son travail domestique parfaitement légal et la couvre socialement. « C'est une réelle sécurité pour moi de signer un chèque à chaque fin de mois et de toucher par conséquent des allocations familiales pour ma fille ».

### **Un système simplifié pour les employeurs**

Chèques-emploi est un service administratif facilitant l'accès à la couverture sociale pour les travailleurs domestiques tels que nounous, femmes de ménage ou jardiniers. Forte du constat qu'une majorité de travailleurs domestiques n'était pas déclarée aux assurances sociales – il est même arrivé de voir une femme de ménage travailler avec un bras cassé –, l'EPER a mis en place le système des Chèques-emploi pour tout le canton de Vaud en 2005. Le service constitue une plateforme entre les employeurs, les employés et les assureurs. Il encaisse des acomptes de la part des employeurs et répartit ensuite cet argent aux assurances accident et caisses de compensation en fonction du nombre d'heures effectuées par les employés. Chèques-emploi transmet par ailleurs les demandes d'allocations familiales et les déclarations de maternité et d'accident. Il verse les allocations familiales directement à l'employé, prélève les impôts à la source, remplit les certificats de salaire. « C'est une sécurité pour nous d'avoir la certitude que le patron paie ses cotisations, explique Monica. J'ai autrefois eu à faire à une dame malhonnête qui m'a roulée en me faisant signer un papier que je croyais être un contrat de travail et qui avait un tout autre but. »

### **Remède au casse-tête du travail au noir**

En 2010, plus de 3000 personnes ont déclaré leur personnel domestique via Chèques-emploi. Cela ne représente encore qu'une partie des foyers susceptibles d'employer du personnel de maison, mais le mouvement est irréversible : de plus en plus de patrons régularisent la situation de leurs employés. La masse salariale brute que traite Chèques-emploi augmente chaque année. Elle dépasse les 11 millions en 2010.

On constate aussi un changement de mentalité chez les employés de l'économie domestique. Ce sont souvent eux qui exigent de leurs employeurs qu'ils les déclarent. Une permanence téléphonique est disponible trois demi-journées par semaine pour répondre aux questions des employés et employeurs. En 2010, cette permanence a répondu à 2817 appels d'employeurs, auxquels il faut ajouter près d'un millier d'e-mails consultatifs. Un site internet truffé d'informations sur le droit du travail et les assurances sociales est aussi à disposition du public. Les femmes de ménage sont de plus en plus nombreuses à appeler, raison pour laquelle l'EPER a mis sur pied une formation à leur égard intitulée « Gagner en assurance ». Au total, 71 employés de maison ont fréquenté les deux modules de cette formation qui introduit au droit du travail et informe sur



## *Défendre les droits des personnes socialement défavorisées*

les assurances sociales. « Il est important de comprendre comment fonctionne le système, témoigne Monica. Sans connaître ses droits, impossible de faire une requête. J'ai par exemple appris que les jours fériés sont dus même si l'on ne travaille pas ce jour-là. »

Maria est aussi femme de ménage. Elle travaille chez plusieurs particuliers selon une rémunération horaire. Enceinte, elle s'inquiétait de savoir si elle devrait reprendre le travail immédiatement après son accouchement. En suivant ce cours, elle s'est rendu compte qu'elle avait droit à des allocations maternité durant 14 semaines et la formatrice a pu lui préciser quelles démarches effectuer pour les obtenir.

Monica n'est plus à convaincre. Le service Chèques-emploi a réellement révolutionné son statut de femme de ménage. Mais ce n'est pas tout. Une bonne relation entre un employeur et son employé se construit sur la confiance, le savoir-vivre et l'amitié réciproque. D'ailleurs, il n'est pas rare qu'elle dîne avec certains de ses employeurs. Toutefois, elle pense déjà à la suite. « Après 45 ans, il peut devenir difficile de faire des ménages. Je fais des cours d'informatique pour voir comment me recycler. Sinon, j'essaierai de travailler comme nounou ou comme aide auprès de personnes âgées, toujours accompagnée par Chèques-emploi. »

**L'EPER observe l'évolution des mouvements migratoires au niveau international et prend position en matière de droit d'asile et de droit des étrangers.**

**Ses prises de position sont particulièrement importantes lors de révisions de lois, d'initiatives populaires et de votations. Depuis 2007, l'EPER offre également aux personnes touchées par la pauvreté en Suisse un conseil juridique en droit des assurances sociales, droit de l'assistance sociale, droit de la famille, droit matrimonial et des enfants, droit de tutelle, droit du bail et droit des étrangers. Sur mandat de la Fédération des Eglises Protestantes de Suisse (FEPS), l'EPER coordonne la permanence pour les droits humains et gère les moyens du fonds pour les droits humains de la FEPS. L'EPER soutient et conseille les personnes qui ont été exposées à des violations de leurs droits élémentaires ou courent le risque de subir de telles violations.**

■ **CONSEIL JURIDIQUE POUR LES REQUÉRANTS D'ASILE ET SANS-PAPIERS.** En 2010, 14 226 consultations pour requérants d'asile (AG, BS/BL, SG/AI/AR, SO, TG, ZH) ont débouché sur la prise en charge juridique de 794 nouveaux mandats. L'Office fédéral des migrations (ODM) et le Tribunal administratif fédéral ont pris 511 décisions positives.

■ **CONSEIL JURIDIQUE POUR LES PERSONNES SOCIALEMENT DÉFAVORISÉES.** Le bureau de consultation juridique pour les personnes touchées par la pauvreté d'Aarau a mené 271 entretiens de conseil et a pris 55 nouveaux mandats en charge. Au total, 22 décisions positives ont été prises par les diverses instances.

■ **REPRÉSENTATION DES ŒUVRES D'ENTRAIDE.** En Suisse romande et à Berne, des représentants des œuvres d'entraide de l'EPER ont assisté à 3100 auditions de requérants d'asile.

## Rouler pour s'intégrer

**Les projets de l'EPER « Wädi rollt » et « Thalwil bringt's » misent sur le vélo comme vecteur d'intégration sociale et professionnelle – une façon originale de prendre en compte les problématiques actuelles de la mobilité et de la protection de l'environnement.**

Vêtus d'un blouson bleu, deux jeunes hommes filent à travers Thalwil, au bord du lac de Zurich, sur leur vélo électrique à remorque.

Destination : le jardin d'enfants où ils livrent

chaque jour à heure ponctuelle les repas. Anukun Achmiller et Thierry Baranzini sont coursiers pour le projet de l'EPER « Thalwil bringt's », un service de livraison par vélo assuré par des personnes à l'aide sociale et des chômeurs de longue durée.

L'origine, l'âge et la situation personnelle des participants au programme varient. Certains, comme Achmiller et Baranzini, ont du mal à trouver une place d'apprentissage, d'autres ont été licenciés à l'âge de 60 ans, certains encore ont vécu de graves problèmes de drogue. Le seul critère pour pouvoir participer au projet est de savoir faire du vélo. A l'heure actuelle, huit coursiers travaillant à 50% minimum se partagent cinq vélos électriques Flyer. « Nos coursiers effectuent des livraisons pour le jardin d'enfants et pour des EMS. Ils se rendent chaque heure à la Coop et à la Migros pour collecter les achats des clients recourant à nos services, explique Edo Tikvesa, responsable du projet. Les cabas sont ensuite livrés à leur domicile dans un délai de trois heures ou au moment convenu. »

De retour à la centrale, une tasse de thé fumante à la main, Achmiller et Baranzini poursuivent leur travail : l'un prend la commande d'un client par téléphone, tandis que l'autre consulte les horaires de la semaine suivante. « Si le service proposé par "Thalwil bringt's" à la commune est hautement apprécié, son principal objectif est l'intégration sociale, explique Tikvesa. Les participants retrouvent une structure journalière. Ils améliorent leurs compétences sociales, professionnelles et linguistiques. Pour beaucoup, cette activité constitue une véritable récompense : ils apprécient autant les trajets à vélo que le contact quotidien avec les clients. »

« Malgré la rudesse de l'hiver dernier, pas une seule fois je n'ai entendu nos coursiers se plaindre, admire Nicole Matys, responsable de l'accompagnement individuel des participants et des contacts avec les services sociaux. Je leur apporte un soutien pour les affaires quotidiennes et les aide à préparer leur dossier de candidature, explique-t-elle. Et d'ajouter, non sans fierté : Quatre anciens coursiers ont déjà pu trouver un emploi, dont des chômeurs de longue durée. »

Chaque semaine, l'un des participants est de piquet. Il est alors chargé de répondre aux appels téléphoniques et d'assurer la suppléance en cas d'absences. Une activité motivante : « Il s'agit de leur confier des responsabilités et de leur permettre d'exploiter leurs compétences », explique Tikvesa. Le service « Thalwil bringt's » est en plein essor : en 2010, les coursiers ont effectué quatre fois plus de courses que l'année précédente. Les participants jouissent en outre d'une confiance grandissante de la clientèle. « Je profite régulièrement de cette offre pratique. Les coursiers sont toujours aimables et serviables », témoigne ainsi une cliente. Parfois, des contacts se nouent : « Les clients offrent souvent un pourboire, une tranche de gâteau ou autre chose, indique Tikvesa. Ces gestes de reconnaissances sont très appréciés des coursiers. »

« Thalwil bringt's » a été lancé en avril 2008 à la suite du succès remporté par un autre projet de l'EPER en lien avec les deux roues : « Wädi rollt » est un service de location de bicyclettes géré par des requérants d'asile et des chômeurs de longue durée à Wädenswil. Il permet de louer gratuitement un vélo contre un dépôt de CHF 20 et d'une pièce d'identité. En hiver, lorsque le service de location est fermé, les participants travaillent à l'atelier de réparation de vélos, à l'atelier de couture ou encore en tant qu'auxiliaires à la halle de skate ou à la patinoire. Le programme leur permet de tisser des liens avec d'autres chômeurs et avec la population, et de renforcer leurs



## *Intégrer les personnes socialement défavorisées*

compétences sociales et professionnelles. En 2010, cinq des 20 participants ont trouvé un emploi fixe au terme du programme.

« Comme je le dis toujours, "Wädi rollt" et "Thalwil bringt's" ne sont pas mes projets, ce sont les projets des participants, explique Tikvesa. Ces derniers effectuent un travail formidable, à Thalwil comme à Wädenswil. » Tikvesa envisage désormais d'étendre les projets de l'EPER autour de la petite reine à d'autres villes de la région zurichoise, sous le slogan « HEKS rollt » (L'EPER roule). Enthousiaste, il souhaiterait compléter les services existants par des ateliers de réparation ou des parkings surveillés pour vélos. « Ce segment de marché est encore très peu exploité. Le potentiel est énorme ! »

L'EPER contribue à l'intégration sociale des personnes socialement défavorisées et à la cohésion sociale en Suisse. Elle se concentre sur l'intégration professionnelle – programmes d'occupation dans le cadre de structures de jour, cours de langue et formations –, sur l'intégration précoce des enfants et le soutien aux parents, sur l'interprétariat communautaire et la médiation culturelle, et sur le soutien à l'habitat et à l'accompagnement au quotidien.

■ **INTÉGRATION PAR LE TRAVAIL.** En 2010, 318 femmes et 260 hommes ont participé aux programmes Stellennetz, KICK et TG job. 49% ont ensuite retrouvé un travail ou un équivalent.

■ **STRUCTURE JOURNALIÈRE/OCCUPATION.** Dans le cadre du projet Visite ZH, SH et Suisse orientale, 537 participants se sont engagés dans des organisations à but non lucratif. Plus de 140 personnes ont aussi pris part aux programmes d'occupation de l'EPER.

■ **LOGEMENT/DOMICILE.** Les projets de logement de l'EPER ont permis de prendre en charge 113 hommes et 57 femmes. Sur les 36 personnes qui ne sont plus accompagnées, 22 (61%) sont autonomes.

■ **LANGUE.** 1472 femmes et 561 hommes ont suivi des cours de langues de l'EPER, et 201 enfants ont participé à des groupes d'intégration.

■ **INTERPRÉTARIAT COMMUNAUTAIRE ET MÉDIATION CULTURELLE.** En 2010, 16 882 heures ont été assurées au titre de services d'interprétariat et de médiation culturelle, ainsi que d'encadrement pédagogique dans près de 50 langues. 18 personnes ont appris le métier de médiateur culturel.

■ **ENCOURAGEMENT PRÉCOCE.** A St-Gall, 21 familles ont suivi le programme schritt:weise, et 15 familles participent à la deuxième édition. A Zurich, elles étaient 14 familles.

# Survol des projets en Suisse

## SECRÉTARIAT ROMAND

Un exemple: Mentorat Emploi Migration (MEM)

Il existe souvent un grand décalage entre le niveau de compétence, d'expérience et de formation des exilés et les possibilités de travail qui leur sont réellement offertes en Suisse. Le projet pilote MEM a pour but de valoriser les compétences de ces personnes en mettant en contact des migrants avec des professionnels locaux.

Dans les cantons de Vaud et de Genève en 2010, 23 duos ont déjà été formés entre des professionnels insérés dans leur domaine



d'activité et des migrants qualifiés dans le même domaine de compétences. Le mentor offre un accompagnement personnalisé en faisant bénéficier le menté de son réseau, de sa connaissance du marché et des exigences locales dans le but de favoriser son insertion sociale et professionnelle. En 2010, 69 migrants se sont adressés au MEM et 40 mentors se sont portés volontaires. Le mentorat se déroule sur une période maximale d'un an.

## BUREAU RÉGIONAL DE BERNE

Un exemple : info Suisse Intégration sociale pour des étrangers bénéficiant du statut de réfugié ou d'une admission provisoire

Les étrangers bénéficiant d'une admission provisoire ou du statut de réfugié doivent généralement s'habituer à la Suisse et y construire une nouvelle vie en peu de temps. Dans ces conditions difficiles, une très grande capacité d'adaptation est nécessaire. Le Bureau régional de Berne a mis en place le projet info afin de faciliter l'intégration de ces personnes dans notre société. Il propose des formations et des excursions pour les aider à mieux



connaître la société suisse et faciliter ainsi leur intégration dans leur environnement. Les cours de base sont suivis de cours d'approfondissement qui s'adressent aux personnes désireuses de développer leurs connaissances et leurs compétences. La première année, le projet a compté 77 participants (63 hommes et 14 femmes). Tous ont trouvé un débouché à la fin du programme.

## BUREAU RÉGIONAL DES DEUX BÂLE

Un exemple : Service de contact pour personnes soumises aux mesures de contrainte

Les personnes soumises à des mesures de contrainte – que ce soit en raison d'un séjour illégal en Suisse ou du rejet de leur demande d'asile – se trouvent dans une situation difficile. Elles sont isolées et il n'est pas rare que leur équilibre psychique soit menacé. En outre, elles sont souvent insuffisamment informées des motifs, des conditions et de la durée de leur détention.

Le Service de contact pour personnes soumises aux mesures de contrainte les informe en toute transparence et contrôle la conformité de la procédure des autorités ainsi que les conditions de détention. Les collaborateurs du projet



les aident par ailleurs à envisager des perspectives en vue du retour dans leur pays et se chargent de les adresser à un programme adéquat. En 2010, le service a conseillé 153 personnes en détention.

## BUREAU RÉGIONAL D'ARGOVIE/SOLEURE

Un exemple : Nouveaux Jardins

Les jardins familiaux jouissent d'une longue tradition en Suisse. Ils servent à la culture de légumes, de fleurs et d'herbes médicinales, et constituent un lieu de rencontres et de loisirs. Le projet Nouveaux Jardins de l'EPER en Argovie loue depuis 2009 des parcelles de terrain dans des jardins familiaux publics pour les cultiver avec des réfugiées. Cette activité permet à ces femmes déracinées de s'acclimater à leur nouvelle terre.

Le projet repose sur les connaissances et les ressources des participantes et les développe, notamment par le biais de conseils techniques. La langue commune est l'allemand. Le projet intègre également les enfants des participantes en leur donnant l'occasion de passer une partie de leur temps libre à jouer au grand air.



En 2010, 22 femmes et leurs 19 enfants ont fait fleurir les Nouveaux Jardins.

## BUREAU RÉGIONAL DE ZURICH/SCHAFFHOUSE

Un exemple : schritt:weise Zurich  
Programme de jeu et d'apprentissage pour enfants en bas âge

Les bases d'un développement optimal doivent être jetées dès la petite enfance. Les enfants grandissant dans une situation difficile connaissent des conditions de départ moins faciles pour leur parcours de formation. En outre, le succès scolaire dépend souvent largement de l'origine sociale des enfants.

Le projet schritt:weise de l'EPER aide les parents de manière globale à favoriser le développement



de leurs enfants en bas âge. D'une durée d'une année et demi, le programme, dont le but est de promouvoir l'autonomie des parents, inclut notamment des visites à domicile et des rencontres en groupe afin de renforcer les ressources et les compétences de la famille. Les enfants sont stimulés, apprennent l'allemand et sont ainsi mieux préparés à intégrer des groupes de jeu ou le jardin d'enfants. Après une édition pilote avec sept participants, 14 familles se sont inscrites pour la deuxième édition.

## BUREAU RÉGIONAL DE SUISSE ORIENTALE

Un exemple : Visite Suisse orientale

Engagement de volontaires dans le cadre de l'aide sociale

Le marché de l'emploi ne peut plus depuis longtemps offrir une place adaptée à chacun. Les personnes proches de la retraite, ayant eu des parcours de migration ou qui possèdent peu de qualifications ou souffrent de problèmes de santé sont de plus en plus souvent concernées par le chômage. Souvent, ces personnes perdent également leur confiance en elles et une partie de leur identité. Elles vivent recluses entre



leurs quatre murs.

Le programme Visite Suisse orientale de l'EPER aide les chômeurs dépendant de l'aide sociale à retrouver le goût de vivre. Depuis 2007, il leur propose de s'engager bénévolement dans des organisations à but non lucratif. Les participants fournissent un travail régulier et utile, jouissent d'une structure hebdomadaire et tissent de nouveaux contacts. En tout, 32 personnes se sont engagées en tant que bénévoles durant la troisième année du projet.

## Mon œuvre d'entraide

L'appel « Mon œuvre d'entraide » restera probablement gravé dans les esprits comme un événement-clé de l'histoire de l'EPER. Durant près de cinq mois, il était possible de voter pour déterminer si la désignation d'origine de l'EPER devait être maintenue ou s'il fallait la remplacer par l'un des deux nouveaux noms « Respecta » ou « Vitalibra ». Le résultat a été sans équivoque : la désignation EPER/HEKS devait être maintenue.

### Pourquoi un tel appel ?

Depuis la création de l'œuvre d'entraide en 1946, les désignations EPER (en Suisse romande) et HEKS (en Suisse alémanique) sont restées inchangées. Si ces acronymes sont bien ancrés dans les milieux des Eglises, ils ne déclenchent pas, auprès du grand public, d'as-

sociation émotionnelle ou thématique spontanée avec l'œuvre et son activité. Comme l'attestent divers documents, les responsables de l'œuvre étaient conscients depuis longtemps déjà de cette lacune. Celle-ci a également été confirmée par les résultats des sondages qu'effectue chaque année l'institut de recherche gfs de Zurich au sujet du degré de notoriété des œuvres d'entraide. Selon ces derniers, la notoriété de l'EPER est plutôt modeste pour une organisation de sa taille.

Par conséquent, l'action avait pour but de trouver une désignation qui permette d'augmenter le degré de notoriété de l'œuvre d'entraide, soit convaincante, suscite la sympathie et favorise les associations spontanées avec l'activité de l'EPER, tout en reflétant son origine et son ancrage ecclésiastique, et en tenant compte des exigences futures du marché en termes de marque.

### Comment le vote s'est-il déroulé ?

Plus de 10 000 personnes et près de la moitié des Eglises cantonales ont participé au vote consultatif. Le maintien de la marque actuelle EPER/HEKS a clairement été sollicité (80% des voix). La désignation « Respecta » est arrivée en deuxième position avec 13% des voix, suivie de « Vitalibra », qui n'a recueilli que 6% des suffrages.

Du côté des Eglises cantonales et de plusieurs paroisses ayant participé à l'action, l'ensemble des voix est allé au maintien de la désignation actuelle.

### Comment les choix des votants ont-ils été justifiés ?

Les personnes en faveur du maintien de la désignation EPER/HEKS ont notamment indiqué que cette dernière était connue et leur plaisait, que les nouveaux sigles ne convenaient pas et qu'un changement de nom entraînerait des coûts trop élevés.

Les partisans de « Respecta » et « Vitalibra » ont pour leur part souligné les associations positives déclenchées par ces désignations, ainsi que leur sonorité agréable.



### Qui a participé ?

Au total, 76% des votantes et des votants, soit 7712 personnes, ont indiqué être des donatrices et des donateurs de l'EPER. Celle-ci avait adressé une invitation personnelle à s'exprimer à 67 000 personnes ayant effectué un don au cours des deux dernières années. Elles ont donc été 11,5% à participer.

Concernant l'âge des votants, il est apparu que 41% des participants indiquaient

avoir plus de 65 ans, et que seul un petit 8% avait moins de 30 ans. Il s'est également avéré que l'âge influençait fortement l'opinion. En effet, seuls 49% des moins de 30 ans se sont déclarés en faveur du maintien de la désignation EPER/HEKS. Avec l'augmentation de l'âge, l'opposition à un changement de marque allait croissant. Parmi les plus de 65 ans, ils étaient même 87% à solliciter un maintien de la désignation EPER/HEKS.

### **Quel est le bilan à tirer ?**

Le fait que plus de 10 000 personnes aient participé à l'action constitue un signal fort. Il témoigne d'un engagement et d'une identification des votants avec l'œuvre d'entraide. L'EPER en est extrêmement reconnaissante, tout comme elle se réjouit du résultat clair du vote consultatif. La question du nom de l'EPER était souvent revenue sur le tapis. Les responsables de l'œuvre avaient fait preuve de la plus grande imagination à l'heure de trouver une nouvelle désignation. Finalement, une action ciblée a permis de mettre fin à une discussion récurrente en l'espace de cinq mois, ce grâce à une large participation démocratique. Cette clarification était nécessaire.

Parmi les partisans du maintien de la désignation EPER/HEKS, nombreuses ont été les personnes à souligner sa forte composante émotionnelle. Elles ne voulaient pas renoncer à un nom familier auquel elles s'étaient attachées, et le remplacer par une appellation qui, à leurs yeux, n'avait aucune charge émotionnelle. Si ce sentiment est compréhensible, il démontre néanmoins à quel point il peut être difficile d'obtenir l'approbation nécessaire lors de changements ou de nouveautés.

Enfin, force est de constater que les tranches d'âge supérieures ont fortement influencé le résultat du vote. La question se pose dès lors de savoir comment mieux faire connaître l'EPER et ses activités auprès du jeune public. Cette interrogation sera au cœur des préoccupations de l'EPER à l'avenir.

### **Quels défis se posent désormais ?**

L'activité de l'EPER en Suisse et à l'étranger reste le principal enjeu. Elle doit continuer à se fonder sur des valeurs chrétiennes et à constituer la raison d'être de l'EPER. Celle-ci entend maintenir la qualité élevée de son travail en faveur des personnes socialement défavorisées et continuer à se profiler en tant qu'œuvre d'entraide des Eglises protestantes de Suisse, toujours selon le slogan « Petits moyens, grands effets ».

Pour être à la hauteur de ces objectifs, il est indispensable de disposer à moyen terme d'une base financière saine et équilibrée, ce qui requiert des efforts à différents niveaux. Concrètement, le travail de l'EPER doit pouvoir reposer sur un socle financier le plus large possible. Aussi est-il nécessaire que l'œuvre d'entraide puisse, à l'avenir également, compter sur le soutien aussi bien du milieu des Eglises que du grand public. Dans ce contexte, l'un des grands défis consistera à trouver de nouveaux donateurs parmi les jeunes et, ainsi, à abaisser la moyenne d'âge des personnes apportant leur soutien à l'EPER.

# Finances

L'EPER a obtenu d'excellents résultats en 2010. Les recettes provenant de dons et de legs se sont élevées à CHF 26,9 millions, soit 19% de plus que l'année précédente. Les recettes totales – incluant non seulement les dons, mais également les contributions des Eglises, de la Chaîne du Bonheur, de la Confédération, des cantons et des communes, ainsi que le produit des prestations – ont atteint CHF 61,8 millions, un résultat inégalé depuis 2005, année marquée par des dons importants à la suite du tsunami.

## Recettes

Ces dons supérieurs à la moyenne s'expliquent par les terribles catastrophes humanitaires en Haïti et au Pakistan. Sur les CHF 26,9 millions de dons totaux (CHF 22,6 millions en 2009), CHF 6,7 millions (CHF 2,1 millions en 2009) étaient ainsi destinés à l'aide humanitaire.

Les recettes totales, d'un montant de CHF 61,8 millions, ont elles aussi été nettement supérieures à celles de 2009 (CHF 52,9 millions). Sur ce montant, CHF 20,4 millions (CHF 19,9 millions en 2009) étaient destinés au travail de développement et coopération et à l'entraide des Eglises, CHF 13,2 millions (CHF 4,8 millions en 2009) à l'aide humanitaire, et CHF 18,3 millions (CHF 17,8 millions en 2009) au travail en Suisse. CHF 9,8 millions (CHF 10,4 millions en 2009) ont en outre été versés à l'EPER sans attribution à un domaine particulier. Dans le cadre d'un appel d'offres public, l'EPER a obtenu en 2010 un mandat de la Direction du développement et de la coopération (DDC) : un projet de développement des communautés rurales en Azerbaïdjan, pour un volume total de CHF 2,1 millions et une durée de trois ans.

**Le rapport annuel de l'EPER présente les principales données financières, à savoir le bilan, le compte d'exploitation, le tableau de variation du capital et une version abrégée du rapport de l'organe de vérification des comptes. Pour de plus amples détails, on se référera au rapport financier séparé contenant des informations et des explications plus détaillées sur les comptes, une présentation approfondie des dépenses et des recettes, ainsi qu'un rapport de performance. Celui-ci est disponible sur le site Internet [www.eper.ch](http://www.eper.ch) et peut également être commandé auprès du siège de l'EPER à Zurich et du secrétariat romand à Lausanne.**

## Dépenses

En 2010, l'EPER a fourni des prestations pour un montant total de CHF 55,7 millions (CHF 55,5 millions en 2009). Les dépenses représentées par le travail de développement et coopération ainsi que l'entraide des Eglises, de CHF 21,9 millions, ont été inférieures à 2009 (CHF 23,1 millions). En revanche, celles liées au travail humanitaire ont nettement augmenté (CHF 6,6 millions contre CHF 5 millions en 2009). Quant aux charges induites par le travail en Suisse, elles ont atteint CHF 19,3 millions, soit légèrement plus qu'en 2009 (CHF 19 millions).

En baisse de 5,5% par rapport à 2009, les dépenses d'administration et de communication se sont élevées à CHF 7,1 millions. Ceci correspond à 12,8% (13,6% en 2009) des dépenses totales, soit un pourcentage nettement inférieur à la limite supérieure stratégique de 15% fixée par le Conseil de fondation, ainsi qu'à la moyenne de 22% calculée par le ZEWO sur la base des résultats de 180 organisations à but non lucratif. Les frais de communication et de recherche de fonds se sont élevés à CHF 4,3 millions (CHF 4,2 millions en 2009), soit 7,7% (7,5% en 2009) des charges totales.

## Produit financier

L'année boursière 2010 a été plutôt mitigée. En outre, les placements en devises étrangères ont connu de fortes pertes, dues aux cours du change. L'EPER poursuivant dans l'ensemble une politique de placement plutôt conservatrice et ayant uniquement investi des montants modestes en devises étrangères en 2010, elle n'a été touchée que dans une moindre mesure par les chutes des cours du dollar US et de l'euro. Alors qu'en 2009, les placements de capitaux ont engendré un résultat de CHF 1,9 millions, l'année 2010 a été plus modeste, avec un produit financier de CHF 0,15 millions. Ce résultat reste néanmoins réjouissant au vu du contexte actuel difficile.

# Bilan

	31.12.10 CHF	31.12.09 CHF
<b>ACTIFS</b>		
Liquidités	22'900'972	12'383'172
Titres <sup>1)</sup>		
- Obligations en CHF	16'424'120	20'712'782
- Obligations en devises étrangères	968'291	1'159'911
- Actions	5'329'683	4'681'060
Créances	4'847'595	4'989'064
Actifs transitoires	127'057	64'775
<b>Total des actifs circulants</b>	<b>50'597'718</b>	<b>43'990'764</b>
Immobilisations corporelles <sup>1)</sup>		
- Terrains et bâtiments	3'464'928	3'519'300
- Investissements dans objets locatifs	1'151'636	1'258'194
- Autres immobilisations corporelles	364'603	535'099
Placement des capitaux	921'729	894'802
<b>Total des actifs immobilisés</b>	<b>5'902'896</b>	<b>6'207'395</b>
Biens immobiliers affectés	2'256'083	2'306'083
<b>Total des placements affectés</b>	<b>2'256'083</b>	<b>2'306'083</b>
<b>Total des actifs</b>	<b>58'756'697</b>	<b>52'504'242</b>
<sup>1)</sup> Nouvelle répartition ; les chiffres 2009 ont été adaptés !		
<b>PASSIFS</b>		
Engagements de livraisons et prestations	791'947	1'438'993
Autres engagements	1'403'192	1'129'555
Passifs transitoires	1'227'078	2'056'619
<b>Total du capital étranger à court terme</b>	<b>3'422'217</b>	<b>4'625'167</b>
Emprunts	1'000'000	0
Provisions	134'155	414'371
<b>Total du capital étranger à long terme</b>	<b>1'134'155</b>	<b>414'371</b>
<b>Total du capital du fonds affecté</b>	<b>40'686'810</b>	<b>34'010'567</b>
Capital de la fondation	200'000	200'000
Capital libre généré	10'254'137	10'151'727
Réserve de fluctuation de titres	3'000'000	3'000'000
Excédent des produits	59'378	102'410
<b>Total du capital de l'organisation</b>	<b>13'513'515</b>	<b>13'454'137</b>
<b>Total des passifs</b>	<b>58'756'697</b>	<b>52'504'242</b>

# Compte d'exploitation

	2010 CHF	2009 CHF
<b>RECETTES TRAVAIL EN SUISSE</b>		
Dons affectés	2'514'027	2'421'489
Legs affectés	248'096	120'961
Contributions diverses organisations	1'888'971	2'226'172
Contributions Confédération/cantons/communes	2'996'794	3'606'696
Recettes issues de prestations	10'656'343	9'433'633
<b>Total travail en Suisse</b>	<b>18'304'231</b>	<b>17'808'951</b>
<b>RECETTES TRAVAIL À L'ÉTRANGER</b>		
Dons affectés	9'714'648	9'773'128
Dons aide humanitaire	6'687'726	2'052'124
Legs affectés	115'222	26'012
Contributions diverses organisations	11'002'185	7'298'043
Contributions Confédération/cantons/communes	5'950'060	5'382'265
Autres recettes	166'871	207'973
<b>Total travail à l'étranger</b>	<b>33'636'712</b>	<b>24'739'545</b>
<b>RECETTES EPER EN GÉNÉRAL</b>		
Dons libres	6'154'302	5'868'513
Legs libres	1'462'437	2'288'589
Contributions des Eglises soutenant l'EPER	2'219'880	2'219'804
<b>Total recettes EPER en général</b>	<b>9'836'619</b>	<b>10'376'906</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>61'777'562</b>	<b>52'925'402</b>
<b>DÉPENSES TRAVAIL EN SUISSE <sup>1)</sup></b>		
Conseil juridique aux requérants d'asile	2'212'040	2'301'788
Représentation des œuvres d'entraide lors des auditions de requérants d'asile	1'034'493	1'503'686
Conseil juridique aux personnes socialement défavorisées	537'217	524'852
<b>Plaidoyer en faveur des personnes socialement défavorisées</b>	<b>3'783'750</b>	<b>4'330'326</b>
Intégration dans le monde du travail	4'869'609	4'376'947
Programmes d'occupation (structures de jour)	1'403'637	1'196'662
Logement et hébergement	1'983'844	1'899'238
Cours de langue	1'933'399	1'924'282
Interprétation et médiation interculturelle	2'397'459	2'232'599
Prise en charge précoce des jeunes enfants et formation des adultes	279'398	230'495
<b>Intégration sociale</b>	<b>12'867'347</b>	<b>11'860'223</b>
<b>Divers projets et contributions projets</b>	<b>568'374</b>	<b>669'387</b>
<b>Total des dépenses projets en Suisse</b>	<b>17'219'471</b>	<b>16'859'937</b>
Suivi des projets et travail de fond	2'078'175	2'183'201
<b>Total des dépenses travail en Suisse</b>	<b>19'297'646</b>	<b>19'043'138</b>
<b>DÉPENSES TRAVAIL D'INFORMATION EN SUISSE</b>		
Projets d'information en Suisse	808'864	790'068
<b>Total travail d'information en Suisse</b>	<b>808'864</b>	<b>790'068</b>

	2010 CHF	2009 CHF
<b>DÉPENSES TRAVAIL À L'ÉTRANGER 1)</b>		
Développement des communautés rurales	10'578'251	11'884'129
Promotion de la paix et résolution de conflits	2'382'421	2'884'203
Divers projets de développement et coopération	2'542'772	1'678'485
<b>Développement et coopération</b>	<b>15'503'444</b>	<b>16'446'817</b>
<b>Entraide des Eglises</b>	<b>1'855'907</b>	<b>2'028'665</b>
<b>Total des dépenses projets à l'étranger (hors aide humanitaire)</b>	<b>17'359'351</b>	<b>18'475'482</b>
Projets et réseaux internationaux	882'622	874'836
Suivi des projets et travail de fond	3'610'393	3'700'245
<b>Total des dépenses travail à l'étranger (hors aide humanitaire)</b>	<b>21'852'366</b>	<b>23'050'563</b>
Projets d'aide humanitaire	6'219'508	4'540'505
Suivi des projets et travail de fond	362'402	491'348
<b>Total des dépenses aide humanitaire</b>	<b>6'581'910</b>	<b>5'031'853</b>
<b>Total des dépenses travail à l'étranger</b>	<b>28'434'276</b>	<b>28'082'416</b>
<b>ADMINISTRATION ET COMMUNICATION</b>		
Administration centrale	2'840'014	3'374'676
Communication (charges nettes)	1'018'655	1'132'771
Recherche de fonds	3'274'743	3'044'197
<b>Total administration et communication</b>	<b>7'133'412</b>	<b>7'551'644</b>
<b>TOTAL DES DÉPENSES LIÉES À L'APPORT DE PRESTATIONS</b>	<b>55'674'198</b>	<b>55'467'266</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>6'103'364</b>	<b>-2'541'864</b>
Revenus liés aux placements de capitaux	771'626	1'902'036
Charges financières liées aux placements de capitaux	-622'346	-44'900
Résultat immobilier	175'977	1'187'423
Utilisation/dissolution (+) / constitution de réserves (-)	307'000	133'000
<b>RÉSULTAT ANNUEL AVANT RÉSULTAT DES FONDS</b>	<b>6'735'621</b>	<b>635'695</b>
Variation des fonds : hausse (-) baisse (+)	-6'676'243	566'715
<b>Total résultat des fonds</b>	<b>-6'676'243</b>	<b>566'715</b>
<b>RÉSULTAT ANNUEL AVANT ATTRIBUTION</b>	<b>59'378</b>	<b>1'202'410</b>
Utilisation (+) / attribution (-) réserve de fluctuation de titres	0	-1'100'000
Total attribution	0	-1'100'000
<b>RÉSULTAT ANNUEL (DÉFICIT - / EXCÉDENT +)</b>	<b>59'378</b>	<b>102'410</b>

1) Nouvelle répartition ; les chiffres 2009 ont été adaptés !

## Tableau de variation du capital

Capital des fonds	Situation au 01.01.2010 CHF	Entrées 2010 CHF	Sorties 2010 CHF	Transferts/ dotations 2010 CHF	Situation au 31.12.2010 CHF
<b>ÉTRANGER</b>					
<b>Étranger (hors aide humanitaire)</b>	<b>18'900'694</b>	<b>20'609'515</b>	<b>-20'519'587</b>	<b>273'462</b>	<b>19'264'084</b>
Fonds des projets en Europe	2'404'520	2'139'506	-2'151'914	-96'901	2'295'211
Fonds des projets en Afrique	849'240	2'330'051	-2'424'842	27'651	782'100
Fonds des projets en Asie	929'141	1'028'389	-1'315'319	12'789	654'999
Fonds des projets en Amérique latine	539'681	685'424	-854'593	-33'866	336'647
Fonds des projets de parrainage	3'000'269	1'689'747	-1'948'560	44'283	2'785'738
Fonds d'organisations (DDC, PPP, etc.)	1'952'085	10'706'701	-10'346'669	30'059	2'342'175
Fonds thématiques (paix, santé, lèpre/sida, etc.)	3'475'605	385'658	-193'332	174'928	3'842'859
Fonds du travail général à l'étranger	5'750'154	1'644'040	-1'284'358	114'520	6'224'355
<b>Aide humanitaire à l'étranger</b>	<b>5'904'075</b>	<b>12'965'094</b>	<b>-6'914'138</b>	<b>132'653</b>	<b>12'087'684</b>
Fonds d'organisations (Chaîne du Bonheur, aide humanitaire DDC, etc.)	-1'482'343	6'245'544	-4'430'393	3'823	336'631
Fonds aide humanitaire à l'étranger	7'386'418	6'719'550	-2'483'745	128'830	11'751'052
<b>Total fonds projets étranger</b>	<b>24'804'769</b>	<b>33'574'609</b>	<b>-27'433'726</b>	<b>406'115</b>	<b>31'351'768</b>
<b>SUISSE</b>					
Fonds des projets en Suisse	2'346'847	2'157'694	-2'028'737	100'000	2'575'805
Fonds du travail général en Suisse	3'212'869	636'559	-613'985	-200'000	3'035'442
Fonds d'organisations et des pouvoirs publics	761'452	3'981'498	-3'767'125	0	975'825
Fonds aide humanitaire en Suisse	249'549	0	-3'650	0	245'899
<b>Total fonds projets en Suisse</b>	<b>6'570'717</b>	<b>6'775'751</b>	<b>-6'413'496</b>	<b>-100'000</b>	<b>6'832'972</b>
<b>Fonds divers</b>	<b>35'520</b>	<b>2'311'570</b>	<b>-2'333'757</b>	<b>885</b>	<b>14'217</b>
<b>Fonds innovation</b>	<b>2'599'561</b>	<b>0</b>	<b>-361'708</b>	<b>250'000</b>	<b>2'487'853</b>
<b>CAPITAL DES FONDS AVEC AFFECTATION</b>	<b>34'010'567</b>	<b>42'661'930</b>	<b>-36'542'687</b>	<b>557'000</b>	<b>40'686'810</b>
<b>Hausse</b>					<b>6'676'243</b>
<b>Capital de l'organisation</b>					
Capital de la fondation	200'000	0	0	0	200'000
Capital libre généré	10'254'137	59'378	0	0	10'313'515
Réserve de fluctuation de valeur	3'000'000	0	0	0	3'000'000
<b>CAPITAL DE L'ORGANISATION</b>	<b>13'454'137</b>	<b>59'378</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13'513'515</b>

Le tableau de variation du capital présente l'évolution de chaque fonds et de chaque composante du capital libre, répartis selon les facteurs «Entrées», «Sorties» et «Transferts/dotations».

# Rapport de l'organe de vérification des comptes

Rapport de l'organe de révision sur la version abrégée des comptes 2010 au Conseil de fondation de la

## **FONDATION ENTRAIDE PROTESTANTE SUISSE, ZURICH**

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit, selon les normes de révision suisses, des comptes (bilan, compte d'exploitation, flux de fonds, tableau de variation du capital et annexe) de la Fondation Entraide Protestante Suisse pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2010, sur la base desquels la version abrégée présentée aux pages 31 à 34 du présent rapport annuel a été établie. Dans notre rapport du 1<sup>er</sup> avril 2011, nous avons émis une opinion d'audit sans restriction sur la comptabilité et les comptes de la Fondation Entraide Protestante Suisse.

Selon notre évaluation, la version abrégée des comptes correspond en tous points aux comptes annuels sur lesquels elle se fonde.

Pour une meilleure compréhension du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la Fondation Entraide Protestante Suisse, ainsi que de l'étendue de notre audit, il est recommandé de lire la version abrégée des comptes en parallèle avec les comptes annuels complets et notre rapport y relatif.

KPMG SA

Michael Herzog  
*Expert-réviseur agréé*  
*Réviseur responsable*

Reto Kaufmann  
*Expert-réviseur agréé*

Zurich, le 1<sup>er</sup> avril 2011

## Organes, statistiques du personnel

### Conseil de fondation

RUEY CLAUDE, président de l'EPER (*élu pour la période 2008 à 2011*), Nyon  
Avocat et conseiller national ; président de ProCinema ; président de santéuisse ; président de la fondation du Château de Chillon ; président de SVK Fédération suisse pour tâches communes des assureurs-maladie ; président de la Stiftung zur Förderung besonderer gemeinschaftlicher Aufgaben der sozialen Krankenversicherung ; président de Vision du Réel, festival international du cinéma documentaire à Nyon ; membre de la Fondation des éclaireurs suisses

AMSLER-THALMANN DORIS, vice-présidente de l'EPER (*élue pour la période 2008 à 2011*), Bienne, Professeure à l'école ménagère ; présidente du Conseil de la paroisse générale de Bienne ; présidente du magasin du monde claro à Bienne ; présidente de la commission PPP/EPER du canton de Berne

DECORVET ROLAND (*élu pour la période 2008 à 2011*), Aigle  
Directeur général de Nestlé Suisse (*démission au 31.12.2010*)

HÜRLIMANN RENÉ R. (*élu pour la période 2010 à 2013*), Wollerau  
Responsable en communication et conseiller en entreprise

PFEIFFER-SOMMERHALDER SILVIA (*élue pour la période 2008 à 2011*), Schaffhouse  
Présidente de l'Eglise évangélique réformée du canton de Schaffhouse ; vice-présidente du conseil de la FEPS (*démission au 31.12.2010*)

SCHMID-ACKERET WALTER (*élu pour la période 2010 à 2013*), Horgen  
Directeur de la Haute école de Travail Social de Lucerne ; président de la Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS

WEDER DÖLF (*élu pour la période 2008 à 2011*), St-Gall  
Théologien et président du conseil synodal de l'Eglise protestante réformée du canton de St-Gall (*démission au 30.11.2010*)

SCHNEIDER JACQUES-ANDRÉ (*élu pour la durée restante du mandat 2010 à 2013, entrée au 01.01.2011*), Genève, Professeur titulaire à l'Université de Lausanne

STINGELIN MARTIN (*élu pour la durée restante du mandat 2010 à 2013, entrée au 01.12.2010*), Pratteln, Président du conseil synodal de l'Eglise protestante réformée du canton de Bâle-Campagne

### Commission d'examen de gestion (état au 01.01.2011)

SCHAAD ERNST, ingénieur ETS ; vice-directeur à la retraite ; président de la CEG, Winterthour

HEIMGÄRTNER EVA, conseillère en entreprise indépendante, Fribourg

HIRSCHI FRIEDA, pasteure à la retraite, Kaltbrunn

WEY RUDOLF, directeur remplaçant à la retraite, Maschwanden

LOUP DANIEL, directeur, Lutry

#### STATISTIQUES DU PERSONNEL

■ En tout, 225 collaboratrices et collaborateurs occupent en Suisse un poste fixe à l'EPER, dont 22 à plein temps (7 femmes et 15 hommes) et 203 à temps partiel (151 femmes et 52 hommes). De plus, 444 collaborateurs travaillent à un salaire horaire\*. L'EPER emploie en outre trois apprentis de commerce et 10 stagiaires.

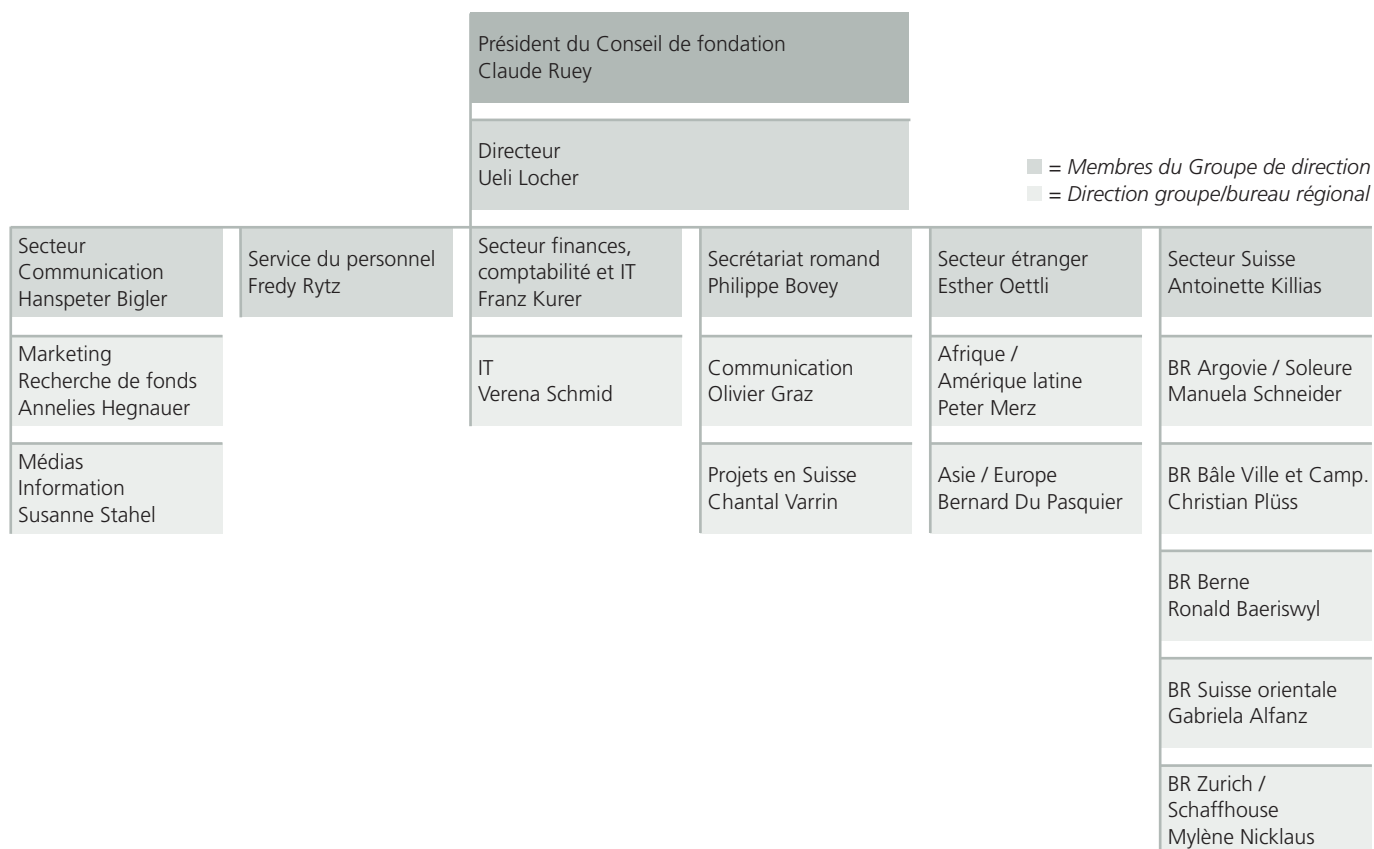
■ L'EPER compte 19 directrices et directeurs de pays

travaillant dans les bureaux de coordination à l'étranger, où sont également employés 54 collaborateurs.

■ Enfin, 158 personnes ont fourni 9597 heures de travail bénévole pour l'EPER.

\*) Jusqu'ici, était pris en compte le nombre de collaborateurs travaillant à un salaire horaire qui recevaient une rémunération pour le mois de décembre. Désormais, tous les contrats en cours sont pris en compte.

# Organigramme



## Groupe de direction de l'EPER



Ueli Locher      Fredy Rytz      Franz Kurer  
Philippe Bovey      Hanspeter Bigler  
Esther Oettli      Antoinette Killias

## Remerciements

Nous remercions chaleureusement toutes les donatrices et tous les donateurs pour leur soutien au cours de l'année dernière. Leurs dons seront engagés conformément à la devise de l'EPER « Petits moyens, grands effets ».

Un remerciement particulier à nos Eglises mandantes qui, à travers leurs contributions statutaires, les montants pour le travail en faveur des réfugiés et leurs dons supplémentaires en fonction de leurs moyens offrent des contributions essentielles au financement de nos mandats. Une liste détaillée des contributions est disponible dans le rapport financier séparé.

Nous remercions les quelque 1000 paroisses et unions de paroisses qui, en 2010, ont soutenu l'EPER à hauteur de CHF 7,907 millions. CHF 1,42 millions ont également été versés à titre de soutien à des projets de l'EPER via Pain pour le prochain. Les paroisses sont les partenaires les plus importants de l'EPER. Sans leur soutien, il ne nous serait pas possible de mener à bien notre travail.

La liste ci-dessous mentionne toutes les paroisses qui ont soutenu nos projets en 2010 avec un montant de CHF 10 000 ou plus, directement ou via Pain pour le prochain. Malheureusement, la liste est incomplète car dans certains cantons, les contributions des paroisses aux projets de l'EPER se font via les Eglises cantonales. Cette liste ne tient pas non plus compte de la taille ou de la capacité financière d'une paroisse. Nous comptons sur la compréhension de tous nos partenaires qui ne trouveront pas leur nom mentionné dans cette liste et les remerciements de soutenir notre travail.

Aarau, Aarwangen, Affoltern a. Albis, Allschwil-Schönenbuch, Altikon-Thalheim, Amriswil-Sommeri, Andelfingen, Arbon, Arlesheim, Auenstein, Baden, Basel-Münster, Basel-St. Elisabethen, Bassersdorf, Belp-Belpberg-Toffen, Bern Gesamtkirchgemeinde, Bern Bümpliz, Bern Nydegg, Bern Paulus, Biberist-Gerlafingen, Biel/Bienne, Biglen, Binningen-Bottmingen, Birr, Birsfelden, Bolligen, Bremgarten-Mutschellen, Brienz BE, Bülach, Bulle-La Gruyère, Burgdorf, Bürglen BE, Delémont, Diessbach, Dietikon, Dietlikon, Dinhard, Dübendorf, Egnach, Elgg, Embrach, Ennenda, Erlach, Erlenbach ZH, Eglise évangélique réformée du canton de Vaud, Frauenfeld, Gaiserwald, Gossau ZH, Gossau-Andwil SG, Gränichen, Grenchen-Bettlach, Grosshöchstetten, Gsteig-Interlaken, Guggisberg, Heiden, Heimberg, Herisau, Herliberg, Herzogenbuchsee, Hilterfingen, Hinwil, Höfe SZ, Hombrechtikon, Horgen, Huttwil, Ins, Jegenstorf-Urtenen, Kilchberg ZH, Kirchberg BE, Kloten, Kölliken, Köniz, Kreuzlingen, Küsnacht ZH, La Côte, Langnau am Albis, Langnau im Emmental, Liestal, Lotzwil, Luzern, Lyss, Männedorf, Maur, Meilen, Meiringen, Mellingen, Mönchaltorf, Münchenbuchsee, Münchenstein, Münsingen, Muri AG, Muri-Gümligen, Muttenz, Nidau, Oberdiessbach, Oberwil-Therwil-Ettingen, Oberwinterthur, Obwalden, Olten-Stadt, Oltingen, Opfikon, Ostermundigen, Pfäffikon ZH, Rafz, Rapperswil-Jona, Regensdorf, Reichenbach im Kandertal, Rein, Reinach BL, Rheinfelden, Rothrist, Rüslikon, Russikon, Rüti ZH, Saanen, Sargans-Mels-Vilters-Wangs, Scherzigen-Bottighofen, Seengen, Seftigen Bezirk, Seuzach, Sisgrawil, Solothurn, Spiez, St. Gallen-Centrum, St. Gallen-Straubenzell, St. Gallen-Tablat, Stäfa, Stallikon-Wettswil, Stammheim, Stauffberg, Steffisburg, Stein AG, Sumiswald, Sursee, Täuffelen, Thalwil, Thierachern, Thun, Thurnen, Tramelan, Turbenthal, Uitikon-Waldegg, Unterseen, Urdorf, Uster, Uznach, Val-de-Travers, Vechigen, Wädenswil, Wallisellen, Walzenhausen, Wangen, Wattwil, Weinfelden, Wettingen-Neuenhof,

Wetzikon, Wichtrach, Will SG, Windisch, Winterthur Stadtverband, Winterthur-Stadt, Winterthur Mattenbach, Winterthur Seen, Winterthur Töss, Winterthur Veltheim, Winterthur Wülflingen, Wohlen AG, Wohlen BE, Worb, Zofingen, Zollikofen, Zollikon, Zürich Stadtverband, Zürich Fluntern, Zürich Fraumünster, Zürich Grossmünster, Zürich Höngg, Zürich Neumünster, Zürich Oerlikon, Zürich Saatlen, Zürich Schwamendingen, Zürich Witikon, Zürich Wollishofen, Zweisimmen.

Outre les dons privés et ceux des milieux ecclésiastiques, l'EPER a reçu d'importantes contributions de collectivités publiques, de partenaires et de fondations.

Nous aimerions en particulier remercier :

American Friends Serv. Philadelphia USA, caisse de chômage de Schaffhouse, Bethlehem Mission Immensee, Pain pour le prochain, Office fédéral des migrations (ODM), Caritas Argovie, Caritas Thurgovie, Caritas Zurich, Christian Aid London, Commission Tiers-Monde de l'Eglise Protestante (COTMEP) Genève, Direction du développement et de la coopération (DDC) (aide humanitaire – crédit-cadre – crédit-cadre Europe de l'Est), Diakonie Austria Vienne, Eglise évangélique des frères tchèques Prague, Femmes Protestantes en Suisse (FPS), Fédération vaudoise de coopération (FEDEVACO) Lausanne, Chaîne du Bonheur, Intégration Bâle, Zurich, Thurgovie, St-Gall, Kombit Aire-la-Ville, Croix-Rouge suisse Thurgovie, Œuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO) Bâle, Croix-Rouge suisse Bâle, Bureau cantonal de l'intégration (BCI-VD), Texaid Textilverwertungs AG, Verein Lernwerk Turgi, Zürcher Spendenparlament ZSP.

Cantons :

Argovie, Appenzell AR, y c. Fonds de la Loterie, Bâle-Campagne et Bâle-Ville, y c. Fonds de la Loterie, Berne, Genève, y c. Loterie Romande Genève, Grisons, Neuchâtel, Schaffhouse, St-Gall, Thurgovie, Vaud, y c. Loterie Romande Vaud, Zurich, y c. Fonds de la Loterie.

Villes :

Aarau, Amriswil, Frauenfeld, Kreuzlingen, La Chaux-de-Fonds, Olten, St-Gall, Zoug, Zurich.

Communes :

Arbon, Küsnacht ZH, Muri bei Bern, Steffisburg, Zollikon, Zumikon.

Fondations :

Fondation Arcanum, Arcas Foundation, Aufbau-Stiftung, Christoph Merian Stiftung, Dr. Stephan à Porta-Stiftung, DSR, Ferster-Stiftung, Fondation Aletheia, Fondation de Famille Sandoz, Fondation pour l'aide au protestantisme réformé (F.A.P.), FONDIA, Gebauer Stiftung, Georg Fischer Jubiläumsstiftung, Gemeinnützige Stiftung SYMPHASIS, GGG Gesellschaft für das Gute und Gemeinnützige Basel, Hilti Foundation, Jacqueline Spengler-Stiftung, Leopold Bachmann Stiftung, Marie Anna-Stiftung, MEDICOR Foundation Liechtenstein, Otto Erich Heynau-Stiftung, Plato-Stiftung, Pro Senectute Kanton Zürich, Rotary Club Zürich, Singenberg-Stiftung, Stiftung Erika und Andres Gut, Stiftung Klaus Lechler, Stiftung zur Förderung der Lebensqualität in Basel und Umgebung.

Un grand merci également à toutes celles et ceux qui souhaitent rester anonymes et ne sont donc pas mentionnés ici. Chaque franc compte car il permet d'apporter un soutien à des personnes défavorisées.



#### IMPRESSUM

Responsable d'édition :

Direction

Rédaction :

Susanne Stahel,  
Corina Bosshard,  
Christa Boesinger,  
Joëlle Herren,  
Christina Wallat

Traduction française :

Sandra Först

Finances :

Franz Kurer,  
Gabriela Lopez

Graphisme :

Herzog Design, Zurich

Production :

Ruedi Lüscher

Prépresse :

Koch & Huber GmbH

Impression :

Buchmann Druck AG

Tirage :

2000 exemplaires pour  
la version allemande

1000 exemplaires pour  
la version française



EPER  
Bd de Grancy 17bis  
Case postale 536  
CH - 1001 Lausanne  
Tél. 021 613 40 70  
Fax 021 617 26 26  
info@eper.ch  
CCP 10-1390-5

[www.eper.ch](http://www.eper.ch)

Petits moyens, grands effets.

**EPER**   
Entraide Protestante Suisse